

Robert Mencherini

Président de PROMEMO

Du patrimoine industriel et ouvrier à quelques débats historiques

Tous les ans, les journées du patrimoine permettent de redécouvrir (ou de découvrir) des bâtiments et des sites connus (ou méconnus). Cette année, l'initiative du centre d'Aix-en-Provence des archives départementales des Bouches-du-Rhône donne les clés de plusieurs lieux du centre actuel de la cité du Roi René.

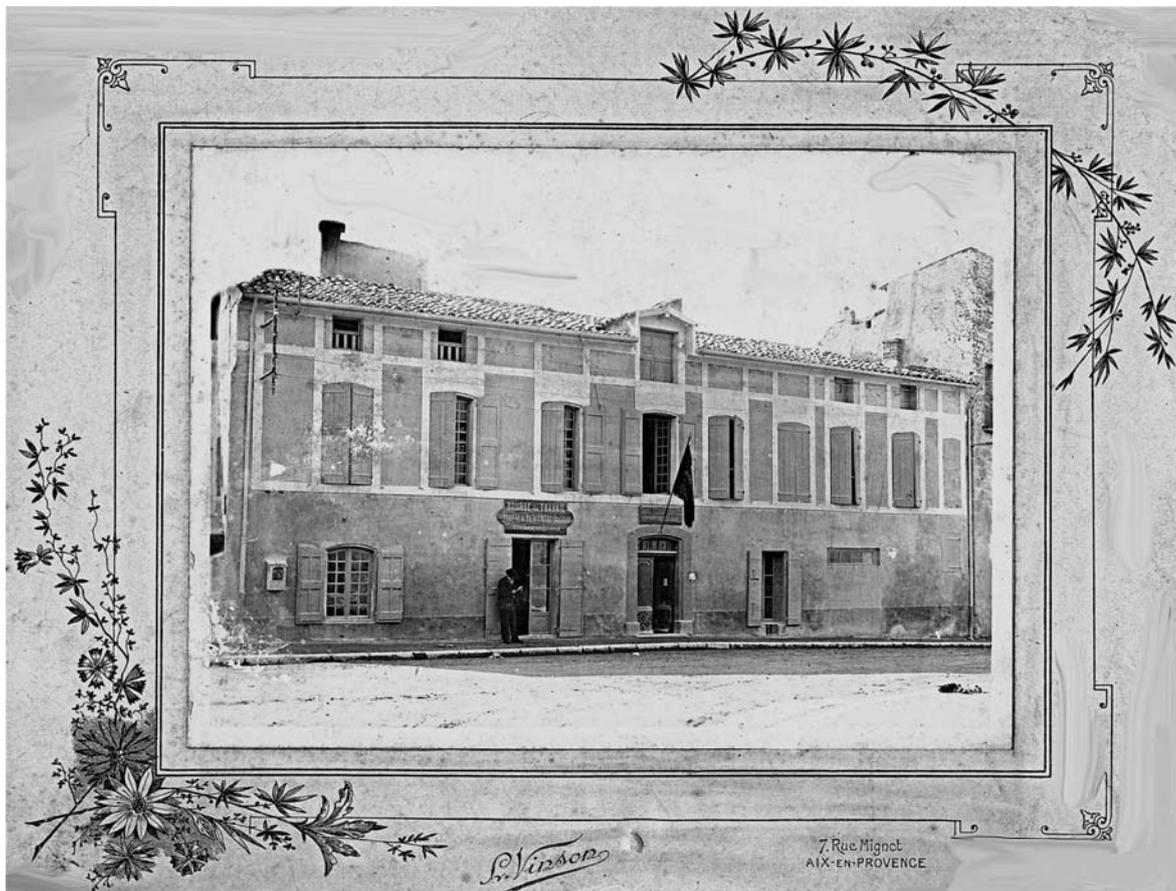
L'exposition «Aix, ville ouvrière, 1850-1940»¹ offre, en effet, un ensemble de documents, mettant en valeur le passé industriel de la ville et l'importance, en son sein, du mouvement ouvrier. On pourra y repérer les emplacements des fabriques au cœur même de la cité et apprécier le rôle de la centenaire Bourse du Travail. Plusieurs membres de Promemo ont activement participé, pendant quelques mois, à la recherche de ces documents. Colette Drogoz et Gérard Leidet prolongent ici ce travail. Ils soulignent l'importance – bien oubliée – de la chapellerie et de ses salariés, enquêtent sur les ouvrières au XIX^e siècle, présentent des militants syndicalistes ou politiques aixois – dont plusieurs figurent dans le Maitron – et rappellent qu'il a bien existé une sociabilité ouvrière à Aix-en-Provence.

Bien sûr, la ville de la Seyne, dans le Var, offre une mémoire et une histoire ouvrières bien différentes. Il «coulait de source», dans les années 1970, de travailler aux chantiers navals, se souvient Catherine, dans le témoignage recueilli par Yolande Le Gallo. C'est dire les bouleversements apportés par la fermeture d'une entreprise qui structurait toute la vie des Seynois. C'est dire aussi l'importance de la sauvegarde du remorqueur le Laborieux, construit en 1946 par les Forges et chantiers de la Méditerranée, que veut réaliser l'association Patrimoine maritime vivant. Une autre grande entreprise disparue, marseillaise celle-ci, dont les bâtiments rénovés sont affectés aujourd'hui à des usages culturels, la manufacture de tabacs du quartier populaire de la Belle-de-Mai, est évoquée par Alain Préhu qui met en valeur la combativité des cigarières.

Le *Bulletin de Promemo* est aussi un lieu de débats. D'autres contributions reprennent des sujets ou des thèmes déjà amorcés dans des numéros précédents. Dans la lignée du numéro 11 (février 2010), consacré à «Monde ouvrier et culture», l'entretien de Dominique Manotti (militante aux Jeunesses communistes, puis universitaire et responsable CFDT et aujourd'hui écrivain) et de Jean-Claude Lahaxe revient sur les rapports entre engagements politiques et syndicaux et création artistique. Patrick Hautière, dans sa rubrique «Sur le Web ouvrier», nous invite également à prolonger cette réflexion, en consultant le site de Patrick Pécherot, auteur de romans noirs. L'article de François Ferrette s'interroge sur les forces à l'œuvre lors de la naissance du Parti communiste à Marseille, en 1920-1921, épisode déjà abordé par Frédéric Grossetti dans le numéro 5 (novembre 2006).

Enfin, on retrouvera dans ce bulletin la rubrique habituelle et combien utile des notes de lectures choisies par Gérard Leidet et Andrée Bensoussan.

.....
1. L'exposition a lieu de la mi-septembre 2010 à janvier 2011 au Centre aixois des archives départementales des Bouches-du-Rhône, 25, allée de Philadelphie (quartier Sextius-Mirabeau), 13100, Aix-en-Provence, tel. 04 42 52 81 90.



Photographie de la façade de la Bourse du Travail au temps du Bureau de placement gratuit (Archives de la Bourse du Travail d'Aix). Avec tous nos remerciements à Claude Vincent, secrétaire de l'UL-CGT et responsable des retraités à l'UL-CGT d'Aix-en-Provence.

Le Bulletin de PROMEMO
Directeur de publication : Robert Mencherini
ISSN: 1954-9504
5 euros

DOSSIER

Aix ville ouvrière

**Autour de l'exposition «Aix ville ouvrière»
au centre d'Aix des archives départementales**

Robert Mencherini

L'exposition «Aix ville ouvrière», présentée par le centre d'Aix des archives départementales, à partir du 16 septembre 2010, est l'occasion de redécouvrir un patrimoine bien oublié, souvent occulté par une image traditionnelle de la cité, entre université, justice et tourisme.

On peut d'abord y retrouver le passé industriel de la ville – et nous ne parlons pas des alentours ou du pays d'Aix — mais de ce qui en constitue aujourd'hui le centre-ville. Là, du XIX^e au XX^e siècles, se sont succédées les fabriques textiles et alimentaires, les chapelleries et les entreprises mécaniques comme Coq, voisines de la manufacture d'allumettes. Certains de ces établissements employaient des centaines d'ouvrières et d'ouvriers. On peut aussi constater, au fil de cette exposition, l'importance et la longévité du mouvement ouvrier aixois, depuis les premières sociétés de secours mutuel jusqu'aux syndicats actuels.

Cette rétrospective est nourrie des documents conservés par les archives départementales ou municipales, la

bibliothèque Méjanès, le Musée du Vieil Aix, les prêts de diverses entreprises ou de particuliers. Nous tenons à souligner particulièrement le grand apport des riches archives de la Bourse du Travail d'Aix-en-Provence. Nous avons déjà relevé l'importance de ces fonds, il y dix ans, à l'occasion de l'exposition «Maitron» à la cité du Livre, qui accompagnait un colloque international sur les dockers. Certaines pièces avaient déjà été exposées. Que les dirigeants de la Bourse du Travail soient remerciés d'avoir mis de nouveau à notre disposition – et d'avoir conservé pendant plus d'un siècle – une documentation irremplaçable.

Une plaquette générale accompagne l'exposition. Elle n'en épuise pas la richesse. Et les articles de Colette Drogoz et Gérard Leidet qui ont longuement travaillé sur tous ces fonds en offrent ici des prolongements.

Les ouvriers oubliés de la chapellerie d'Aix-en-Provence dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Colette Drogoz

En 1925, André Masson, dans l'*Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, attirait l'attention sur une industrie aixoise bien oubliée de nos jours : la chapellerie¹. Celle-ci, très développée au XIX^e siècle, subsiste à peine aujourd'hui dans la mémoire collective. On se rappelle que le père de Cézanne était marchand de chapeaux, mais bien peu d'études ont été menées sur les entreprises qui ont fabriqué ces couvre-chefs et ont employé plusieurs centaines d'ouvriers. Les fonds d'archives explorés dans le cadre d'une recherche pour une exposition « Aix, ville ouvrière : 1850-1940 » des Archives départementales, nous ont interrogé sur la place de cette branche au XIX^e siècle. De plus, les ouvriers chapeliers semblent, pour beaucoup, avoir joué un rôle moteur au sein du mouvement ouvrier, voire en matière politique. C'est à ces questions sur l'importance de cette branche et de ces activités que nous allons essayer de répondre, essentiellement au travers des archives de la sous-préfecture.

L'une des premières industries aixoises au XIX^e siècle

Une liste détaillée, établie par la sous-préfecture d'Aix-en-Provence en 1858, recense en septembre sept fabricants de chapeaux employant 108 ouvriers chapeliers². Cette liste ne comprend que des hommes, il est cependant évident que des femmes aussi travaillent dans ou pour ces fabriques. Pour 1860, André Masson décompte 450 ouvriers³. Une statistique répondant aux instructions ministérielles du 31 mai 1881 donne les chiffres suivants : ouvriers travaillant dans l'industrie : 535 hommes, 118 femmes, 170 filles entre 16 et 21 ans, 61 garçons et 75 filles de moins de 16 ans. Le tout faisant 959 ouvriers

pour 41 établissements⁴. Ces chiffres, s'ils sont rapprochés de ceux fournis en mai 1883 par la municipalité pour la seule chapellerie, soit 383 hommes, 160 femmes, 45 filles de 16 à 21 ans et 44 enfants⁵, montrent que la chapellerie emploie plus de la moitié des ouvriers de la ville. Une autre liste mentionne, aux alentours de 1885 l'existence de huit chapelleries employant 369 hommes, 216 femmes et 60 enfants⁶.

En 1860, 442 000 chapeaux sont produits à Aix en 1860 pour une valeur de 2,6 millions de francs⁷. Cette production et le nombre d'ouvriers sont de nature à la désigner comme la première industrie dans la ville entre 1860 et 1890.

En revanche, la chapellerie décline vers la fin du siècle. En janvier 1896, un rapport de la préfecture ayant pour objet une grève des ouvriers chapeliers mentionne quatre fabriques de chapeaux employant habituellement 430 personnes⁸. L'indicateur aixois donne les noms de trois fabricants en 1901, deux en 1914, un en 1923. Pourtant, en 1936, la Manufacture Aixoise de Chapellerie, ancienne fabrique Milliat créée en 1872, existe toujours. Mais, en septembre de cette année, elle fait part à la sous-préfecture de ses difficultés face à la concurrence et de l'obligation qui est la sienne de fermer.

Les différentes catégories d'ouvriers chapeliers

Avant la mécanisation, les différentes étapes de la fabrication d'un chapeau sont effectuées par des catégories d'ouvriers bien identifiées. Ainsi les fouteurs qui foulent le tissu pour en faire du feutre, les dresseurs qui donnent leur forme au chapeau, les teinturiers, les apprêteurs et approprieurs qui mettent un apprêt, étuvent, dressent le bord et lustrent,

.....
1. Paul Masson (dir.), *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, 16 volumes, Paris, Champion, Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1914-1937, tome VIII, L'industrie, 1925, P 146-147.

2. AD BdR 1M640.

3. Paul Masson (dir.), *op. cit.*, tome VIII, 146-147.

.....
4. AD BdR 10M11.

5. AD BdR 10M4.

6. AD BdR 10M6.

7. Paul Masson (dir.), *op. cit.*, tome VIII, 146-147.

8. AD BdR 1M934.

les garnisseuses qui ajoutent les cordons, attaches, galons et autres garnitures.

Lorsque ces ouvriers s'organisent, en chambres syndicales ou en syndicats, les catégories demeurent. Pourtant en 1872, la chambre syndicale nouvellement créée est dénommée «des ouvriers chapeliers» sans autre précision. En 1892, le maire d'Aix-en-Provence dresse la liste des syndicats existants mentionne le syndicat des ouvriers chapeliers et le syndicat des ouvrières chapelières, sans distinction de catégorie⁹. Mais en 1901, lorsque *l'Indicateur aixois* donne la liste des chambres syndicales, 34 cours Sextius, il distingue la chambre syndicale des chapeliers fouseurs, des chapeliers apprêteurs et des chapelières.

Lors des conflits entre ouvriers et patrons, c'est parfois l'une ou l'autre des catégories qui cesse le travail: les fouseurs de chez Coupin en 1859¹⁰, les fouseurs de chez Haas en 1872, les apprêteurs et garnisseuses de chez Milliat en 1896, les dresseurs de chez Milliat en 1906.

La mécanisation et les réactions ouvrières

Le nombre de machines va croissant au cours de la deuxième partie du XIX^e siècle. De nouvelles machines, certaines venant des usines Coq d'Aix-en-Provence, assurent le foulage, le dressage des chapeaux ou l'arrondissement des bords. Selon le sous-préfet elles sont de nature à permettre aux fabricants aixois de soutenir la concurrence: «malgré le transport un chapeau de Valence ou Montélimar coûte 1,50 franc moins cher, la cause en est la perfection de l'outillage qui supprime les ouvriers spéciaux et n'emploie que des manœuvres»¹¹.

L'essentiel des conflits entre patrons et ouvriers chapeliers dans la deuxième partie du XIX^e siècle a pour toile de fond la mécanisation. Sur les sept conflits que nous avons recensés, quatre sont directement liés à l'introduction de machines dans les fabriques.

Le rapport du sous-préfet du 7 septembre 1858 concernant la mise en interdit¹² du fabricant chapelier Coupin note: «a monté

des machines qui lui ont procuré l'économie d'un grand nombre de bras» ou plus loin «les ouvriers qui n'étaient plus que les auxiliaires des machines inventées se sont retirés insensiblement de l'établissement» et encore «il en ressort indubitablement que l'établissement des machines dans la fabrique Coupin en est la cause». Le sous-préfet précise que les salaires sont bas chez Coupin, ne dépassant pas trois francs par jour, alors qu'un ouvrier chapelier gagne ailleurs de 4 à 6 francs et que la solution au problème serait... la généralisation des machines¹³.

En 1887, ouvriers et ouvrières de chez Leduc et Haas protestent contre la baisse excessive des salaires proposée par les patrons, baisse entraînée par l'installation de machines. En 1896 apprêteurs et garnisseuses de chapeaux de la fabrique Milliat sont en grève du 6 au 22 janvier car le patron voulait faire mécaniquement la préparation des bords de chapeaux; les ouvriers ont refusé des machines qui supprimeraient une part du travail et ont obtenu satisfaction¹⁴. En juillet 1906 les 16 ouvriers dresseurs de chez Milliat, payés à la pièce, cessent le travail. La nouvelle machine pour la presse du feutre accroît la pénibilité du travail et provoque une baisse de salaire.

Grèves et conflits sociaux

Nous avons trouvé, dans les archives, trace de sept conflits: 1858, 1859, 1872, 1887, 1896, 1906, 1917¹⁵. Ceux-ci, lorsqu'ils donnent lieu à une grève, ne touchent le plus souvent qu'un seul fabricant, dans un cas seulement la grève gagne un autre chapelier: c'est le cas en 1887.

Le nombre d'ouvriers concernés est variable: de 11 en 1917 à 70 en 1872 ou 19 en 1896, une quarantaine en 1887, 57 en 1859.

Nous avons déjà évoqué les conflits liés à la mécanisation en 1872, 1887, 1906. D'autres ont pour cause des demandes d'augmentation de salaire. Ceux évoluant vers une grève ne sont qu'au nombre de deux (1859 et 1917), et se terminent par un échec. Ces événements permettent de connaître les salaires des chapeliers. En 1858 le salaire d'un ouvrier chapelier est de 3 francs/jour

.....
9. AD BdR 1Z30.

10. AD BdR 1M640.

11. AD BdR 1M930.

12. Un ouvrier quittant cette entreprise ne trouve plus d'ouvrage dans les autres fabriques de chapeaux.

.....

13. AD BdR 1M640.

14. AD BdR 1M934.

15. AD BdR 1M640, 1M640, 1M640, 1M930, 1M934, 1M950, 1M964.

CHAMBRE SYNDICALE

DES

OUVRIERS CHAPELIERS

D'AIX



Aix, le 25 d oct 1889

Monsieur le Président de la Chambre Syndicale
des Ouvriers Typographes

C'est avec un bien grand plaisir que j'ai reçu
votre lettre nous faisant part de votre création en
Chambre Syndicale, permettez-moi au nom de tout
nos Sociétaires de vous féliciter pour cette marche en
avant dans la voie du Progrès, car ainsi que vous
l'avez compris, du reste, le groupement est la seule
force des prolétaires.

Veuillez, je vous prie, être notre interprète auprès
de vos Sociétaires, pour leur exprimer toutes nos sympathies
de la part de leurs frères de travail.

Agreez, Monsieur le Président, nos plus
fraternelles salutations

Pour la Chambre Syndicale des Ouvriers Chapeliers d'Aix
Le Délégué Président,

E. Forte

Lettre de félicitations de la chambre syndicale des ouvriers chapeliers d'Aix au nouveau syndicat
des typographes, 25 octobre 1889 (Archives de la Bourse du Travail d'Aix).

chez Coupin (fabrique mécanisée) et de 4 à 6 francs chez les autres fabricants. En 1896, le salaire d'un approprieur de la fabrique Milliat est de 4,50 francs par jour. En 1906, les dresseurs de la fabrique Milliat sont payés à la pièce: 6 centimes la pièce, ce qui leur permet une journée de 3,50 francs¹⁶. Un jugement du tribunal des prud'hommes de 1913 fait état d'un contrat de travail de 5,40 francs par jour pour un ouvrier ponceur chez Agai¹⁷. Vers 1860 les ouvriers chapeliers étaient probablement mieux payés que les autres en raison de leur savoir-faire, mais avec la mécanisation leur salaire rejoint le salaire moyen en fin de siècle. En effet, en 1883 un ouvrier maçon gagne 0,45 franc de l'heure, en 1900 un ouvrier charretier 0,30 franc de l'heure, en 1901 un ouvrier typographe ou un ouvrier mouleur-noyateur¹⁸ est rémunéré 0,45 franc de l'heure.

Les conflits préoccupent les autorités. Les rapports sont nombreux dans les archives pour les débuts de grève, mais très rares pour les fins de conflit. En effet, ils se règlent souvent tout simplement par des licenciements et l'embauche de nouveaux ouvriers non-grévistes: il en est ainsi en 1859, 1872, 1906 et 1917. La durée des grèves est en général difficile à déterminer. Celles dont les limites sont connues vont de 16 à 45 jours.

Les femmes en chapellerie

Un rapport établi par la ville d'Aix le 19 décembre 1882 concerne le travail des femmes adultes dans les manufactures. Il recense 278 femmes travaillant en chapellerie pour un salaire moyen de 2,10 francs pour 10 heures de labeur par jour¹⁹. En octobre 1882, la préfecture recense pour la ville 399 femmes ouvrières dans l'industrie. Ce sont donc les chapelières qui forment le plus gros bataillon des ouvrières, avec environ 70 % des effectifs.

Une liste des entreprises dressée par la sous-préfecture vers 1886 dénombre huit chapelleries, employant au total 369 hommes, 216 femmes, 60 enfants²⁰. Les femmes apparaissent parfois très indirectement, parfois pas du tout. En effet, la liste des ouvriers

chapeliers de 1858, établie pour la Préfecture, ne mentionne que les hommes²¹. Les ouvrières n'apparaissent qu'indirectement dans un conflit entre patron et ouvriers en 1887. Il est précisé à cette occasion que les grévistes ont été indemnisés à hauteur de sept francs par semaine par la Fédération de Paris des ouvriers chapeliers et qu'un complément de trois francs a été donné par la société syndicale d'Aix mais uniquement aux ouvriers, pas aux ouvrières²².

Lorsque la catégorie est précisée, les ouvrières sont des garnisseuses: elles terminent les chapeaux en cousant les rubans ou autres accessoires, leur travail est payé à façon. Les ouvrières ont des salaires inférieurs aux salaires masculins et lorsqu'il est question de diminuer les salaires en 1887, les patrons proposent une baisse de 30 % pour les femmes quand celui des hommes le serait de 25 %²³. Le 6 janvier 1896, le salaire chez Milliat est de 4,50 francs par jour pour un ouvrier, de 2,50 francs par jour pour une femme.

Les chapeliers dans la cité: un corps d'opposition?

Les pouvoirs publics se défient de la corporation chapelière. Le 20 juillet 1858 un rapport du commissaire de police d'Aix estime que «la corporation des ouvriers chapeliers forme un corps d'opposition assez compact et se rattache dans des cas donnés, à tout ce qui est démagogique». Il faut entendre ici par démagogie la contestation de l'ordre établi. Un quart de siècle plus tard, le 20 juillet 1872, le sous-préfet d'Aix affirme que tous les ouvriers chapeliers sont adhérents de la chambre syndicale des chapeliers, la plus ancienne chambre syndicale d'Aix-en-Provence, que Auguste Bonafous en est le syndic. De fait, celui-ci est dirigeant de la section d'Aix de l'Association Internationale des Travailleurs²⁴. Le 8 juillet, le sous-préfet a déjà exprimé sa crainte d'une collusion entre les chambres syndicales et l'Internationale, se permettant même d'écrire: «A la tête de ces associations se trouvent les individus les plus exaltés et souvent les plus tarés de

.....
16. AD BdR 1M950.

17. AD BdR 1675W2.

18. Employé dans une fonderie.

19. AD BdR 10M7.

20. Estimation, car la date a disparu, AD BdR 10M6.

.....
21. AD BdR 1M640.

22. AD BdR 1M930.

23. AD BdR 1M930.

24. Voir sa notice dans le Maitron.

la ville» ou «tous ces Ouvriers sont autant d'électeurs embrigadés dont le vote est assuré aux candidats radicaux».

Outre les rapports officiels, deux éléments permettent de confirmer la participation de bon nombre de chapeliers à l'action politique progressiste. C'est tout d'abord la direction de la Bourse du Travail : de 1896 à 1908 les secrétaires généraux, Victor Reynier puis Jean Baptiste Bastard, sont des ouvriers chapeliers. C'est enfin leur forte représentation dans le Cercle républicain et leur présence dans bon nombre d'autres cercles ouvriers. C'est aussi, en 1880, le courrier d'Auguste Bargeton, chef ouvrier chapelier chez Haas depuis 20 ans, au ministère de l'Agriculture et du Commerce sollicitant un emploi d'Inspecteur du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie²⁵.

Les ouvriers chapeliers sont, dans la deuxième partie du XIX^e, la corporation la

plus nombreuse de l'industrie aixoise. Ils semblent constituer une avant-garde du mouvement ouvrier et sont nombreux dans les instances ouvrières. Les chapeliers, pourtant très nombreuses, apparaissent peu dans ce mouvement ouvrier. Omniprésents vers 1860-1900, les ouvriers chapeliers perdent peu à peu de leur influence dans le mouvement politique et syndical parallèlement au déclin de leur branche dans le tissu industriel aixois. Très qualifiés et jaloux de leur savoir-faire, ces ouvriers «spéciaux» ont tenté de refuser de devenir des auxiliaires de la machine, en vain. Leur implication dans le mouvement ouvrier est établie mais il reste à en faire une relation précise.

.....
25. AD BdR 10M10.

Les ouvrières de l'industrie à Aix-en-Provence dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Comment les apercevoir ?

Colette Drogoz

Décrire la situation des ouvrières au travail à Aix-en-Provence dans la deuxième partie du XIX^e siècle n'est pas facile car nous ne trouvons que des indices épars dans les archives de la préfecture. Avant les procès verbaux de l'inspection du travail, les rapports préfectoraux sont laconiques ; autant dire que le XIX^e siècle est une zone d'ombre, particulièrement avant la nouvelle législation de 1874. Nous avons toutefois tenté de rassembler quelques éléments concernant le nombre d'ouvrières, leurs salaires et leurs revendications.

Les femmes travaillent-elles ?

Si les personnels sont qualifiés «d'ouvriers», il est difficile de saisir la place, le nombre des ouvrières. Ce n'est parfois qu'un hasard si un rapport mentionne l'existence de femmes dans une entreprise. Il est vrai que nombreuses sont celles qui

travaillent à domicile. Mais elles travaillent aussi dans les fabriques, et leur nombre n'y est pas négligeable : un rapport du préfet des Bouches-du-Rhône d'octobre 1882 donne le chiffre de 399 femmes adultes dans l'industrie à Aix¹.

En 1887 le commissariat central d'Aix-en-Provence dénombre pour la chapellerie Leduc² 150 ouvriers, 80 ouvrières et «30 femmes qui emportent du travail en ville». L'effectif global est ainsi de 150 hommes et 110 femmes. La fabrique Haas emploie pour sa part 105 hommes, 46 femmes et «quelques femmes emportent du travail en ville». Chez Coupin, il s'agit de 50 hommes et 30 femmes. La proportion est donc d'environ 2/3 d'hommes pour 1/3 de femmes dans la chapellerie, activité première de la ville dans la deuxième

.....
1. 10M7 AD BdR.
2. 1Z30 AD BdR.

moitié du XIX^e siècle. Cependant, en 1858 une liste avait été dressée des ouvriers chapeliers comportant noms et adresses, sans aucune mention des chapelières.

En 1882 le maire d'Aix donne au ministre un état du travail des femmes adultes dans les manufactures³ et en dénombre 278 dans la chapellerie, 54 dans la vermicellerie, 17 en tapisserie, 18 en fabrique de bouchons, 24 en tannerie. On peut s'étonner de ne pas voir apparaître les amandières. Elles sont peut-être encore considérées comme ouvrières agricoles. C'est probablement le sens des longs procès verbaux de l'inspecteur du travail Bellon en 1909 expliquant que, puisque le travail effectué par les amandières qu'il contrôle relève du travail industriel et non du travail agricole, il relève des infractions à la loi sur le travail des femmes dans l'industrie⁴. On peut noter qu'en 1923, le sous-préfet recensera 109 femmes au triage des amandes⁵, chiffre donc assez important et un très bref ouvrage de Charles Martin sur le commerce des amandes édité en 1895 donne des chiffres de main-d'œuvre, et quasi exclusivement féminine : en moyenne 200 ouvrières dans les 23 maisons, chiffre qui double de septembre à janvier sans compter l'équipe supplémentaire de nuit en octobre, novembre et une partie de décembre.

Quelles sont leurs conditions de travail ?

Peu visibles dans les statistiques, les femmes apparaissent également peu dans les rapports. Le déroulement du travail et les horaires semblent peu différents de ceux des hommes. La loi de 1874 prévoit quelques améliorations mais seulement dans l'industrie, alors définie comme « fabrique de plus de 20 ouvriers ». Cette loi ne s'applique donc pas aux employées de l'artisanat ou de l'agriculture.

Le travail est de 10 à 12 heures par jour, en moyenne, officiellement. Le travail à domicile laisse peu entrevoir les horaires. La législation instaurant le travail de 10 heures par jour pour les femmes est tardif (1882) et pas toujours respecté si l'on en juge les procès-verbaux de l'Inspection du travail. Même si ces derniers sont du début du XX^e, ils montrent chez les amandières et les ouvrières de

fabrication des pâtes alimentaires des dépassements importants du temps de travail et l'existence du travail de nuit.

En décembre 1882, le maire d'Aix-en-Provence donne une moyenne des salaires féminins par secteur⁶ : les mieux rémunérées sont les chapelières : 2,10 francs par jour. Viennent ensuite les ouvrières des vermicelleries : 1,75 franc, des tanneries 1,60 franc, des fabriques de bouchon : 1,50 et les tapisseries : 1,40 franc. En octobre, le sous-préfet a récapitulé en une moyenne générale de 1,95 franc par jour. Les salaires masculins sont, au même moment, bien supérieurs : un ouvrier maçon gagne 0,45 franc de l'heure la même année. En 1896 un ouvrier chapelier approprié gagne 4,5 francs par jour, une ouvrière chapelière garnisseuse 2,50 francs. Enfin, en 1907 un ouvrier maçon gagne 5 francs par jour, une ouvrière en confiserie 1,75 franc par jour.

Avec les lois de la fin du XIX^e portant amélioration des conditions de travail des enfants et des femmes nait l'Inspection du travail. Après une période de difficultés de mise en place, c'est dans les dernières années du siècle que, à travers les procès-verbaux d'infractions aux lois, nous pouvons saisir quelques aspects du travail féminin et en particulier celui des orphelines. Elles sont accueillies dans des orphelinats et l'inspecteur du travail visite trois d'entre eux en 1899 et 1904⁷. Il constate que les filles de moins de 13 ans sont occupées à des travaux d'aiguille plus de sept ou huit heures par jour, la loi prévoyant seulement trois heures quotidiennes. Les infractions au travail de nuit sont nombreuses également pour les femmes comme pour les filles, notamment dans la confiserie.

Les femmes revendiquent-elles ?

Pour ce qui concerne les ouvrières aixoises du XIX^e, les actions de revendication appartiennent aux amandières, aux chapelières et aux allumettières. Le conflit des chapelières est celui de 1887 (voir mon article « Les ouvriers oubliés de la chapellerie à Aix-en-Provence dans la deuxième moitié du XIX^e »). Le 24 mai 1901 les ouvrières de la fabrique d'allumettes cessent le travail car la pâte qu'elles manipulent est dangereuse, la

3. 10M7 AD BdR.

4. 10M43 AD BdR. PV des 20 et 29 octobre 1909.

5. 1M973 AD BdR Marseille.

6. AD BdR 10M7.

7. AD BdR 10M41 et 42.

chaleur étant importante à cette période. En juillet 1901 un nouveau conflit éclate. Le personnel étant en grande majorité féminin (120 femmes pour 40 hommes) les ouvrières sont identifiées clairement par les autorités préfectorales. Si l'on regarde du côté de la commission exécutive de la grève apparaît toutefois la main mise masculine : les femmes n'occupent que la moitié des postes d'assesseurs : Beylier Louise, Cartier Louise, Chapuis Madeleine, Lepart Alexandrine, Roux Ernestine, Arnaud Victoria. Les postes de président et vice président, secrétaire et vice secrétaire, trésorier et vice trésorier, sont le monopole des hommes. Enfin, le 30 avril 1905 le commissaire d'Aix-en-Provence prévient le sous-préfet que les «ouvriers» de la fabrique d'allumettes cesseront le travail⁸ le lendemain 1er mai et qu'ils ont le projet de former un cortège jusqu'à la sous-préfecture pour déposer une adresse au ministre des Finances pour obtenir la journée de 8 heures⁹. En 1907, les ouvrières de la confiserie Parli cessent le travail du 28 septembre au 10 octobre. Rémunérées 1,50 franc pour 10 heures, les 25 journalières demandent 0,25 franc supplémentaire. Le conflit se termine positivement, la direction acceptant finalement cette revendication.

Malgré leur nombre important parmi les travailleurs, les femmes sont donc peu présentes ou peut être peu visibles dans les conflits. A cela nous pouvons avancer deux hypothèses: le commissaire de police et le sous-préfet ne différencient pas les ouvriers

.....
8. AD BdR 1M941.
9. AD BdR 1M886.

et les ouvrières, les femmes sont réellement peu présentes dans les conflits. Toutefois nous pouvons parfois entrevoir des ouvrières indirectement puisqu'une chambre syndicale des ouvrières en amandes est créée en 1893. Les femmes sont également présentes, même en petit nombre, lors de conférences organisées par la Bourse du travail. En 1907¹⁰, elles sont 21 sur 150 à écouter un conférencier (Bajat, secrétaire général du syndicat des mécaniciens) leur dire qu'il serait préférable qu'elles demeurent dans leur ménage, pour surveiller leur intérieur, l'éducation de leurs enfants, plutôt que de se faire exploiter par des patrons qui leur donnent des salaires infimes pour 10 heures de travail par jour, et souvent plus. En 1907, une nouvelle réunion avec le même conférencier et sur le même thème du travail des femmes rassemble un auditoire de 150 personnes dont 21 femmes et surtout, dans le bureau de cette réunion un assesseur se trouve être une femme : Mademoiselle Blanc, journalière.

On constate donc tout de même qu'il y a aussi des ouvrières à Aix-en-Provence au XIX^e siècle. Moins visibles dans les rapports officiels, plus discrètes dans les actions revendicatives, elles représentent pourtant environ un tiers des travailleurs de l'industrie. Afin de pouvoir mieux connaître ce monde du travail féminin, de nouvelles sources sont à rechercher et à exploiter car les femmes paraissent actives dans le mouvement ouvrier.

.....
10. AD BdR 1M887.

BOURSE DU TRAVAIL

TÉLÉPHONE 178



**BOULEVARD NOTRE-DAME, 4
AIX-EN-PROVENCE**

— D+C —
**BUREAU DE PLACEMENT GRATUIT
POUR LES DEUX SEXES**

— * —
COURS PROFESSIONNELS

— * —
**UNION DES CHAMBRES SYNDICALES OUVRIÈRES
DE L'ARRONDISSEMENT D'AIX**

— * —
CAISSE ASSURANCES SOCIALES " LE TRAVAIL "



En-tête du courrier de la Bourse du Travail d'Aix (Archives de la Bourse du Travail d'Aix).

Culture(s) et sociabilités ouvrières à Aix (1890-1950).

Gérard Leidet

Existe-t-il, à Aix, des formes de sociabilité ouvrière extérieures à l'usine? Au XIX^e siècle, la dispersion de l'habitat dans le centre de la vieille ville — que l'on peut constater à propos des chapeliers — ne semble pas favoriser leur apparition. Le journal socialisant *La République aixoise* évoque pourtant, au début des années 1920, la convivialité du «rouge faubourg» Sextius (délimité par le boulevard du même nom et la fontaine Pascal). Les premières tentatives de sociabilité et de pratiques culturelles voient le jour dans le cadre de l'Union des chambres syndicales d'Aix avec la mise en place de trois dimensions éducatives constitutives

des Bourses du Travail¹ (la bibliothèque, les cours pour adultes et la rédaction, dès 1891, d'un journal, la Fédération aixoise) bien étudiées par Thierry Masclot². Ces temps de formation militante étaient constamment accompagnés de moments festifs: «agapes fraternelles», loteries, bals³. Les documents

.....
1. L'Union des chambres syndicales d'Aix adhéra à la Fédération des Bourses du Travail en 1893.

2. Thierry Masclot, *Aux origines du mouvement ouvrier aixois: syndicalisme et Bourse du Travail*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean-Marie Guillon, Université de Provence, Aix-en-Provence, 2000.

3. Le 15 décembre 1937, la Fédération nationale des mutilés et invalides du Travail organise ainsi un grand bal de solidarité dans les salons du relais Saint-Christophe. Courrier adressé à Mathlys, secrétaire des métaux. Archives de la Bourse du Travail d'Aix.

compulsés à la Bourse du Travail permettent de donner quelques aperçus de cette culture et de cette sociabilité.

« Travailler par des moyens musicaux, pour la cause du prolétariat »

Les liens entre l'Union des syndicats et les associations aixoises furent souvent très étroits. Le cercle Sainte-Cécile, société musicale fondée en 1853, bénéficia ainsi en 1892 de la grande salle de l'Union située au 34 Cours Sextius⁴. La forte présence d'ouvriers dans cette formation facilita sans doute ces bonnes relations. A partir de là, ces derniers investirent le tissu associatif républicain au gré des créations ou disparitions des formations musicales : Union des trompettes aixoises ou Rallye aixois avant 1914, musique municipale d'Aix, présidée de 1928 jusqu'en 1958 par l'instituteur Henri Mauriat⁵. La création de la Fanfare ouvrière aixoise fut par contre une expérience authentiquement « prolétarienne » liée à ce « moment culturel » que représente le Front populaire. Un « Appel à toutes les organisations ouvrières » adressé par son président au secrétaire de l'UL unifiée atteste d'objectifs à la fois politiques et culturels : « Vous connaissez le but de notre groupement : travailler par des moyens musicaux pour la cause du prolétariat. Notre fanfare doit vivre et pour vivre il lui faut le soutien des travailleurs. Camarade secrétaire, je pense que la Bourse du travail ne refusera pas son aide à notre fanfare ouvrière »⁶. L'expérience éphémère de cette formation — on ne trouve plus trace d'elle dès l'après guerre — tend à prouver que l'appel ne fut pas suivi d'effets. Il est vrai que le contexte ne correspondait pas à celui qui prévaudra longtemps pour les fanfares et harmonies du Nord industriel⁷. A Aix comme ailleurs, la période du Front populaire vit par contre apparaître une sociabilité ouvrière plus affirmée autour des activités sportives.

.....
4. Lettre de l'Union du 7 août 1892, citée par Thierry Masclot, *op. cit.*, p 28.

5. Ce militant syndical, trésorier du SNI au moment du Front populaire, fut aussi l'une des figures emblématiques de la SFIO à Aix.

6. « Appel à toutes les organisations ouvrières » du 15 février 1936, lettre adressée au secrétaire de l'UL unifiée. Archives de la Bourse du travail.

7. Voir notre article, « Culture et pratiques musicales en « pays noir » : fanfares et harmonies dans le bassin minier de Provence », *le bulletin de PROMEMO*, numéro 4, janvier 2006.

Vers un sport ouvrier aixois ?

Les ouvriers investissaient déjà les sports populaires qu'étaient le cyclisme, la boxe ou le football dans le cadre de clubs associatifs municipaux : Vélo club aixois, Union sportive aixoise, Football club aixois⁸. Simultanément, des activités de loisirs (jeux de boules et de cartes) se développaient, notamment autour du Jeu de mail, lieu de sociabilité populaire très fréquenté héritier des cercles républicains aixois⁹. Mais c'est encore au moment du Front populaire que le mouvement ouvrier se dota de structures propres avec la création du Sport ouvrier aixois, une section de la Fédération sportive et gymnique du Travail installée au bar Saint-Laurent au 16 de la rue du même nom (l'actuelle rue Paul Bert). La constitution de la FSGT, le 24 décembre 1934, à partir de la Fédération Sportive du Travail (à dominante communiste) et de l'Union des Sociétés Sportives et Gymnique du Travail (à dominante socialiste) fut l'un des signes avant-coureur du Front populaire. La nouvelle fédération se présentait comme « partie prenante du rassemblement populaire »¹⁰. Les courriers échangés entre le Sport ouvrier aixois et le syndicat des métaux¹¹ pour solliciter une aide financière (22 mars 1939) ou annoncer un tournoi de football au stade municipal (28 mai 1939) allaient au-delà des considérations générales attendues sur « l'importance de l'exercice physique chez le prolétaire »¹². Ils attestaient de la mise en place de l'ancienne et modeste revendication relative à la création d'un « club ouvrier » sportif par commune. L'organisation de tournois de football à Aix entre le Sport ouvrier

.....
8. L'AS Aixoise, club emblématique de la ville jusqu'à nos jours, naquit le 19 juin 1941, sous le régime de Vichy, d'une fusion entre l'Union sportive aixoise et le Football club aixois.

9. Les clubs politiques apparus sous la Deuxième République étaient obligés de demander une autorisation en vertu du décret du 25 mars 1852 qui régissait les associations. Sous la Troisième République, les cercles se multiplièrent. Les ouvriers aimaient à se retrouver au Cercle des amis réunis ou au Cercle des intimes.

10. Pascal Ory, *La belle illusion, culture et politique sous le Front populaire, 1935-38*, Paris, Plon, 1986.

11. Lettre manuscrite du 23 mai 1939 annonçant un tournoi de football au stade municipal le dimanche 28 mai 1939 opposant le Sport ouvrier aixois, le Sylvestre sport de Marseille, le Sport ouvrier aixois (FSGT) et le Rousset sport. Archives de la Bourse du Travail.

12. Pascal Ory, *La belle illusion...*, *op. cit.*

aixois et les clubs voisins de Marseille ou Rousset membres de la FFFA¹³ tend à prouver que l'essor du sport travailliste était conçu d'une manière autonome ou alternative face aux compétitions commerciales.

Pour un tourisme populaire.

Le tourisme fut réservé aux élites sociales jusqu'à la fin des années 30. Sa diffusion dans les milieux ouvriers fut rendue possible grâce à l'action des syndicats et à l'élan insufflé par le Front populaire. Deux documents retrouvés à la Bourse du Travail témoignent de l'existence de projets modestes mais réels à cette époque. L'organisation d'un programme de voyages pour les «camarades de Province désirant se rendre à Paris à l'occasion de l'exposition Universelle»¹⁴. Les séjours de vacances proposés le 11 août 1938 par l'association touristique populaire de la Côte d'Azur. C'est à partir de ce type d'expériences que des militants CGT créeront par la suite Tourisme et Travail avec l'objectif d'en faire un élément de la dignité ouvrière.

Un cinéma au service du militantisme.

Dans les années 30, le cinéma entretenait des rapports étroits avec la figure de l'ouvrier¹⁵. De 1935 à 1938, le PCF, la SFIO et la CGT commanditèrent ou réalisèrent des films militants avec l'aide de cinéastes de renom (Jean Renoir notamment), d'organismes institués dans ce but et de techniciens de la Fédération CGT du spectacle¹⁶. On trouve trace ici de ce cinéma à des fins propagandistes, avec la mise à disposition à l'Union locale d'Aix du film *les Métallos*, commandité par l'Union des Métaux CGT dont le contenu

.....
13. La Fédération française de football association est fondée le 7 avril 1919.

14. Lettre du Bureau de tourisme de la CGT, loisirs, vacances, éducation adressée «au camarade Cannes» du syndicat des métaux d'Aix, mai 1937. Archives de la Bourse du Travail.

15. *La belle équipe* de Julien Duvivier, *Le jour se lève* de Marcel Carné, *La Bête humaine* et *Le Crime de monsieur Lange* de Jean Renoir.

16. «Ces films conçus à des fins propagandistes ou mémorielles donnent à voir une France industrielle – pourtant peu présente dans les fictions contemporaines, auxquelles ils empruntent bien des codes – dans certaines séquences à tonalité productiviste, inspirées par l'esthétique de Kollar». In Michel Margairaz et Danièle Tartakowsky, *L'Avenir nous appartient, une histoire du Front populaire*, Paris, éditions Larousse, 2006.

évoque les conflits sociaux («grèves d'avril et solidarité») mais aussi les «bases multiples du syndicalisme» (parcs de loisirs, colonie enfantine, dispensaires)¹⁷.

Émanciper par le livre.

Les dirigeants de la Bourse du Travail – au premier rang desquels Fernand Pelloutier¹⁸ – attribuaient à la lecture et à l'éducation un rôle important dans la formation de chaque militant. Les Bourses proposèrent ainsi des cours de formation professionnelle, des conférences sur des sujets très divers (l'assassinat de Francisco Ferrer et la situation en Espagne en 1909, le néo-malthusianisme en janvier 1913). Elles mirent à disposition des adhérents une bibliothèque. Celle d'Aix s'enrichit au fil des ans de nombreux ouvrages de toutes sortes, manuels techniques, essais politiques ou non, romans. Toutes ces activités répondaient à la fois aux souhaits des républicains réformateurs préoccupés par le «problème social» et des syndicalistes révolutionnaires, majoritaires alors dans le monde syndical. L'actualité sociale et politique, par exemple en 1937 pour dénoncer l'intervention italienne en Espagne ou en 1939 pour célébrer le 150^e anniversaire de la Révolution¹⁹, fut aussi l'occasion de promouvoir l'achat et la lecture d'ouvrages.

Vers un foyer de culture populaire ?

Stoppée durant les années noires, «l'embellie» et l'élan du Front populaire

.....
17. Datée du 8 mai 1939, une lettre dactylographiée de l'Union syndicale des ouvriers et ouvrières métallurgistes de Paris annonce la parution et la mise à disposition aux UL du film *Les Métallos* qui traite des grèves d'avril, de la solidarité, des parcs des loisirs, des colonies enfantines, des dispensaires et autres réalisations sociales. Archives de la Bourse du Travail. La Une de la Vie ouvrière du 19 janvier 1939 évoque ce film ainsi que *La Bête humaine* de Jean Renoir.

18. Voir Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Éditions du Seuil, 1971. Et aussi Thierry Masclot, *Aux origines...*, *op.cit.*

19. Le 15 juin 1937, la Librairie du peuple signale la parution du Livre blanc de l'intervention italienne en Espagne, brochure de 45 pages éditée par le comité franco-espagnol. Le 6 avril 1939, la lettre imprimée de Messidor, hebdomadaire de la démocratie syndicale dirigé par Léon Jouhaux, lance un appel à tous les syndicats en faveur d'un numéro spécial pour marquer le 150^e anniversaire de la Révolution française. Archives de la Bourse du Travail.

semblèrent renaître avec la tentative de structuration des activités culturelles et sportives de l'après-guerre. Le Foyer de culture populaire d'Aix, association membre de l'UNI²⁰, fut déclaré le 25 mars 1946. Le siège était situé au 4 boulevard Jean Jaurès dans les locaux de la Bourse du travail. Signe des temps, son secrétaire était Charles Belgrand, le secrétaire de l'UL CGT. Les activités initiées furent nombreuses dans ces années : arbre de Noël du comité d'établissement des magasins du Casino, nuitée artistique et sportive au stade municipal organisée par la Fédération nationale des déportés et résistants, séances de théâtre et chansons (avec

.....
 20. Il est demandé aux intellectuels de se mettre au service de la lutte contre l'occupant et Vichy. Parallèlement, à cette initiative du PCF, se met en place une résistance intellectuelle organisée par catégories professionnelles (écrivains, artistes, musiciens, médecins...). Maintenus à la Libération, ces associations sont fédérées en 1945 au sein de l'Union nationale des intellectuels.

des artistes un peu oubliés aujourd'hui : René Sarvil, Darcélys, Armand Mestral...) ²¹. Il est difficile d'affirmer si ce volontarisme culturel se prolongea après l'immédiat après-guerre. Cette tentative pour que les milieux ouvriers aixois deviennent, selon la belle formule de Fernand Pelloutier, « les amants passionnés de la culture de soi-même » ²², s'inscrit pourtant bien dans la tradition des fondateurs de la Bourse du travail.

.....
 21. Théâtre et chansons, organe bimestriel d'information des sociétés théâtrales d'amateurs. Lou mestre d'escolo, organe du Comité national des instituteurs, numéro 12, 30 janvier 1945. La Marseillaise, concours « Marseille chante », 1946 et années suivantes. Affiche de spectacles des 22 janvier et 12 avril 1946. Brochures Peuple et culture. Archives de la Bourse du Travail.

22. Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier... op. cit.*

Acteurs du mouvement ouvrier aixois.

Gérard Leidet

Tout comme il existe, à Aix-en-Provence, un patrimoine industriel bien méconnu, la cité du Roi René a abrité, parallèlement, un mouvement ouvrier très vivant mais dont la mémoire s'estompe. C'est celui-ci que nous voudrions aborder à travers quelques-unes des personnalités qui l'ont animé, dont un certain nombre figurent dans le Maitron.

Chapeliers et militants.

La forte présence de la chapellerie dans le tissu industriel¹ trouva un écho certain dans les premiers temps et les premières formes d'organisation de l'internationalisme ouvrier. C'est ainsi que l'on retrouve une très forte proportion de chapeliers au sein de la section d'Aix de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT). Parmi ces derniers on peut citer Auguste Bonafous, l'un des dirigeants de la section en septembre 1870 qui, le 4 avril 1871, fut à la tête du soulèvement en faveur de la Commune de Marseille, puis,

en juillet 1872, anima la grève des ouvriers chapeliers. Marius Bonfillon dut s'exiler en Belgique au lendemain de la Commune de Paris. Son arrivée à Anderlecht est signalée le 28 octobre 1873 et il ne revint à Paris qu'en 1875. Louis Carnaud séjourna aussi à Anderlecht au milieu des années 1870. Joseph Sylvestre s'installa à Molenbeek-Saint-Jean après la chute de la Commune². Aux côtés de ces militants très impliqués dans le mouvement communaliste, d'autres ouvriers chapeliers animèrent la section locale de l'AIT. Louis Cabassud, membre influent de la section, Coquillat, délégué le 13 mars 1870 à l'assemblée générale de la Fédération lyonnaise de l'AIT, Louis Berthe, Antoine Brissac, Calixte Chapus, Claude Livon, Jean Porte, Charles Trotebas³. Ces militants étaient entourés de camarades qui

.....
 2. Tous trois étaient nés à Aix, respectivement les 13 décembre 1854, 20 novembre 1807 et 19 août 1848.

3. Pour tous ces parcours militants, voir le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, 3^e partie (1871/1914), Éditions ouvrières, 1972.

.....
 1. Voir dans ce bulletin l'article de Colette Drogoz.

n'étaient pas tous, loin de là, d'extraction ouvrière⁴.

Militer dans une Union locale d'unité...

Le poids de la CGT est l'une des spécificités du mouvement ouvrier aixois⁵. Avec plus de 1500 syndiqués au sortir de la Grande guerre, cette dernière était bien implantée dans les activités les plus anciennes : travail des amandes, allumettes, bâtiment. Elle s'enracinait dans les transports, les tramways et les cheminots du Paris-Lyon-Méditerranée, prenait pied chez les employés de l'asile Montperrin, chez les municipaux et les salariés de l'électricité. A la différence de ce qui se passait ailleurs, les liens ne furent pas totalement coupés entre la CGT maintenue (socialisante) et la CGT unitaire (proche des communistes) nées de tensions croissantes au sein de la confédération à propos de la politique d'Union sacrée pendant la Grande guerre, de la Révolution russe, de la grève générale de 1920. Les deux organisations cohabitèrent au sein de la Bourse du Travail et d'une « Union locale d'unité ». Elles organisèrent même des manifestations communes, lors des 1^{er} Mai par exemple⁶. Deux secrétaires de la Bourse du Travail incarnèrent cette orientation. Édouard Amphoux (1850-1935), ancien ouvrier chapelier qui avait connu Jaurès lors des dix années passées à Albi⁷, fit preuve d'un grand souci d'unité en tant que secrétaire de l'Union

locale d'Aix de 1917 à 1930⁸. Tout d'abord proche des unitaires (avec une tendance syndicaliste-révolutionnaire), il revint vers 1925 à une position « plus neutre » vis-à-vis d'une CGTU bolchévisée. En 1930, âgé de 80 ans et malade, il céda sa place à Charles Belgrand (1886-1965), l'ancien secrétaire du syndicat des métaux. Ajusteur dès l'âge de 16 ans, ce dernier participa notamment à la grève des terrassiers et aux manifestations qui agitèrent Aix du 8 au 11 mars 1913. Charles Belgrand anima, en tant que secrétaire de l'Union, à de nombreux meetings et réunions syndicales à l'époque du Front populaire. Après cinq jours de grève et d'occupation, il signa le 17 juin des accords de type Matignon avec la direction de l'usine de fabrication de lampes électriques Zénith, obtenant 12 jours de congés payés et une augmentation des salaires de 7 à 15 %. Avant la guerre, un rapport de police le classait comme « SFIO, sympathisant communiste ». En 1943, en tant que secrétaire du syndicat des Métaux et parties similaires d'Aix, Charles Belgrand écrivit à « Monsieur le chef du gouvernement de Vichy »⁹. Il prit sa retraite en 1954, après avoir été conseiller municipal entre 1944 et 1947¹⁰.

Invisibles les militantes ?

« Comment apercevoir les ouvrières de l'industrie à Aix » s'interroge Colette Drogoz dans ce bulletin ? Les militantes qui figurent dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier sont, à une ou deux exceptions près, des enseignantes. L'étude des archives permet cependant de faire émerger quelques figures ouvrières. Félicie Boissard qui fonda le 2 janvier 1902 les premiers syndicats catholiques ouvriers locaux : L'Aiguille aixoise et Les Dames

4. Louis Delpech, trésorier de la section de Marseille de l'AIT était comptable, Marc Cata, membre de cette même section, fut professeur aux collèges d'Arles puis d'Aix.

5. Voir la brochure qui accompagne l'exposition « Aix, ville ouvrière » ainsi que les travaux de Thierry Masclot, *Aux origines du mouvement ouvrier aixois*, et de Nicolas Dusserre, *Syndicalisme et mouvement ouvrier aixois : la Bourse du Travail de 1920 à 1939*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean Domenichino, Université de Provence, Aix-en-Provence, 2000.

6. C'est en particulier le cas le 1er mai 1933. Louis Julien de la CGT et Charles Nédélec de la CGTU prennent la parole au meeting organisé à la Bourse du Travail par « l'Union locale d'unité » en faveur des 40 heures, du respect de la journée de huit heures, de la loi sur les Assurances sociales. Archives de la Bourse du Travail.

7. Edouard Amphoux était alors président du syndicat des chapeliers et secrétaire du cercle des travailleurs réunis d'Albi. Nicolas Dusserre, *Syndicalisme et mouvement... op. cit.*

8. Edouard Amphoux organisa des meetings « unitaires » et des 1er mai communs. Voir Nicolas Dusserre, *Syndicalisme et mouvement ... op. cit.*

9. Archives de la Bourse du Travail, lettre du 20 décembre 1943. Charles Belgrand dénonçait la misère dans laquelle vivaient les travailleurs aixois, la sous-alimentation, le marché noir. Il réclamait qu'Aix soit classée ville industrielle ou au moins assimilée à la banlieue de Marseille pour que les travailleurs puissent toucher des salaires supérieurs de 16 %.

10. Pour approfondir leurs parcours, voir Nicolas Dusserre, *Syndicalisme et mouvement... (op. cit.)* et les notices d'Antoine Olivesi dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*.

employées du commerce¹¹ et créa plusieurs institutions syndicales : cours professionnels, bureau de placement, mutuelle-maladie, bibliothèque (1902), un cercle d'études (1903), une coopérative (1907). Son exemple amena l'abbé Suchet à créer, en juillet 1903 à Marseille, des syndicats pour les employées et pour les ouvrières de l'habillement¹². Autre figure militante, madame Estienne, membre de la section d'Aix du Comité mondial des femmes pour la paix, protesta le 10 décembre 1938 auprès du maire Jean Peytral contre les sanctions frappant plusieurs ouvriers aixois à la suite de la grève du 30 novembre précédent¹³.

Les militantes enseignantes sont proches du mouvement ouvrier du fait de leur appartenance à la SFIO ou au PCF. Claudine Béros, institutrice à l'école maternelle du cours Sextius avant la guerre, animait le groupe des femmes de la section SFIO de la ville. Dépeinte comme une militante dévouée et une oratrice fouguese, elle participa à de multiples réunions, conférences (Le Socialisme et les Femmes en janvier 1937), expositions (sur la presse socialiste en février de la même année), commémorations (discours sur la Commune et Louise Michel en mai 1939). Claudine Béros fit partie du conseil d'administration de l'hebdomadaire fédéral Provence socialiste où elle écrivit quelques articles. Dans la conjoncture particulièrement tendue de la fin de septembre 1938, elle participa à la fête des conscrits à Aix. Selon un rapport de police, elle aurait incité le 30 novembre suivant les élèves-maîtres de l'École normale à se mettre en grève. Elle fut, avec mademoiselle Farine, professeur au lycée de jeunes filles des prêcheurs, une des rares enseignantes à se mettre en grève ce jour-là. En mars 1939, Claudine Béros était secrétaire du Secours socialiste aixois pour l'aide aux réfugiés

.....
11. Elle s'inspirait de l'œuvre de mademoiselle Rochebillard à Lyon qui fit une tournée de propagande en Provence en 1905.

12. Tous ces syndicats étaient ouvriers. Il n'en n'était pas de même de L'Aiguille arlésienne fondée en 1903 qui regroupait patronnes et ouvrières. P. Ardoin, *Le syndicalisme ouvrier chrétien en Provence*, Marseille, 1930.

13. Quarante ouvriers et employés furent licenciés. Lettre de la CA de la Bourse du Travail au président du Conseil, 8 février 1939, archives de la Bourse du Travail.

espagnols et membre du bureau de la section SFIO¹⁴. D'autres institutrices militaient dans les rangs du PCF. Pierrette Cellard était signalée comme «conférencière du Parti Communiste» dans un rapport de police de 1940. Jeanne Lazard, la plus connue sans doute, figurait, comme son époux Lucien, sur la liste des 86 militants de la section d'Aix placés sous surveillance. À la Libération, elle fit partie de la délégation municipale provisoire et fut élue l'année suivante au conseil municipal sur la liste d'Union de la Résistance¹⁵.

Vers la Résistance.

C'est justement avec cette génération qui allait s'engager dans la Résistance qu'un renouvellement militant s'opéra avant et après la guerre. L'avocat Max Juvénal, militant socialiste dès 1931 et l'une des figures essentielles de la Résistance dans les Bouches-du-Rhône, mena par la suite une carrière politique bien remplie¹⁶ tout en continuant à plaider. L'instituteur socialiste Henri Mauriat (1893-1969), secrétaire du Syndicat des instituteurs, engagé dans la Résistance dans les rangs des FFI fut l'une des grandes figures du socialisme aixois¹⁷. Citons enfin les militants communistes Jean Dalmas (1904-1943) et Fortuné Ferrini (1907-1944). Ouvrier du bâtiment, le premier s'opposa au «réformisme» de Belgrand au sein de l'Union locale Unitaire tout en collaborant avec ce dernier. En pointe lors des grandes grèves de juin, il quitta Aix en décembre 1936 pour combattre en Espagne. Mobilisé en septembre 1939, recherché par la police¹⁸, arrêté en 1940 pour «menées communistes», il fut fusillé à Marseille le 23 septembre

.....
14. *Provence Socialiste*, 15 janvier, 5 mars, 5 novembre 1937, 30 septembre et 25 novembre 1938, 17 mars et 9 juin 1939. Renseignements fournis par Pascal Léna.

15. Elle resta adjointe jusqu'en 1947, fut réélue sur la liste communiste et siégea jusqu'en 1953. Jeanne Lazard était titulaire de la Croix de guerre. Voir la notice d'Antoine Olivesi, *Dictionnaire du mouvement ouvrier français*, tome 21, Éditions ouvrières (1983).

16. Successivement ou simultanément président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, député et maire de Saint-Mandrier.

17. Voir dans ce bulletin notre article «Culture(s) et sociabilités ouvrières à Aix (1890-1950)».

18. En octobre, il annonce par lettre sa démission de toutes ses fonctions au sein de l'UL. Voir Nicolas Dusserre, *Syndicalisme et mouvement... op. cit.*

1943. Fortuné Ferrini, ouvrier du bâtiment lui aussi, était secrétaire adjoint de l'Union locale en 1937. Poursuivi pour «entrave à la liberté du travail» lors de la grève de novembre 1938, il quitta Aix en novembre 39. Fortuné Ferrini entra dans la clandestinité dans le Dauphiné. Il fut tué au combat à Saint-Dizier-en-Vercors le 13 juin 1944. Apposée sur la façade de la Bourse du travail d'Aix, une plaque honore la mémoire de ces deux militants. La mémoire locale retient donc — sinon honore — les résistants plus que d'autres militants¹⁹. Le poids de cette période

légitime sans doute ces choix. Mais là commence une autre histoire... Espérons simplement que l'exposition «Aix ville ouvrière» redonnera voix et visages à ces «élites obscures». Afin de ne pas oublier que «pour le mouvement ouvrier, il n'est de richesse que d'hommes et de femmes»²⁰.

.....
19. S'il existe à Aix des noms de rues évoquant des métiers (des Chapeliers, de la Fonderie, des Tanneurs)

.....
ou des résistants (Juvénal, Mauriat, Ferrini, Dalmas), aucune artère ne porte par contre le nom de militants ouvriers.

20. Michel Dreyfus, Claude Pannetier et Nathalie Viet-Depaule, *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996.



UNION LOCALE D'UNITÉ - PREMIER MAI 1933



AUX TRAVAILLEURS !

La guerre du droit et de la liberté a ruiné l'économie mondiale. Les financiers de tout accabit, scandaleusement enrichis, ont la direction effective des affaires. Ils tiennent les gouvernements prisonniers. Ils veulent que les travailleurs soient réduits à l'esclavage par le machinisme et à la famine par le chômage.

Aux Travailleurs de se défendre par le groupement.

Manque-t-il du travail ? Non !
Tant qu'une famille habitera un taudis, tant que les écoles refuseront les enfants du peuple, il ne saura y avoir un ouvrier en chômage.

L'on nous dira qu'il n'y a pas d'argent ; nous répondrons : supprimez vos budgets de guerre. A la Municipalité d'Aix nous déclarons : après cinq mois, vous prenez décision pour ouvrir des chantiers, soit. Mais pourquoi ne pas imposer aux propriétaires l'application du règlement sanitaire municipal prescrit par la loi du 15 février 1902. A quoi sert le Directeur de l'Hygiène ? Il pourrait prescrire pour plus d'une année de travaux de toutes sortes, sans qu'il en coûte un sou à la ville. Les propriétaires, qui ont généralement abusé et spéculé sur la crise du logement, en multipliant leurs prix de location de 1914 par 15, peuvent payer. N'attendez pas qu'il soit trop tard. Aménagement, embellissement de la ville. Oui ! mais sans en exclure ceux qui peinent et sont les artisans de la richesse.

Au Conseil Général nous disons : Quand un département est propriétaire d'immeubles, on n'en fait pas cadeaux aux ennemis du régime. Qui donc bénéficie du Couvent des Ursulines, rue Mignet, d'une superficie de 6.300 m², vendu en 1928 au prix de 120.000 francs ? Quels sont ceux qui bénéficieront de l'opération de rachat, où pour une parcelle on parle de million ? Pourquoi ne pas réparer la faute commise en expropriant ?

TRAVAILLEURS.

Pour combattre le chômage, nos efforts doivent se concentrer sur l'application de la semaine de 40 heures, sans diminution de salaires.

L'Union Locale continuera implacablement sa campagne contre les inconscients qui privent de travail leurs camarades en travaillant plus de huit heures. En demandant aux administrations de toutes sortes d'interdire, en les menaçant de révocation, à leurs employés qui sont assurés d'un travail régulier, d'occuper un deuxième emploi.

TRAVAILLEURS.

Il faut imposer aux gouvernants la suppression immédiate de toute dérogation à la loi de huit heures et l'application intégrale du repos hebdomadaire. La loi des Assurances Sociales, malgré ses imperfections, doit être défendue par la classe ouvrière. Il en est trop qui, après l'avoir combattue, cherche à l'embrasser pour l'étrangler. Il est nécessaire que la justice se montre sévère contre ceux qui détournent ou refusent de verser les prélèvements opérés sur les salaires. Travailleurs, adhérez à la Caisse "LE TRAVAIL", la seule qui soit à même de défendre tous vos intérêts parce que uniquement administrée et contrôlée par les délégués ouvriers.

TRAVAILLEURS,

Vos désirs ne deviendront des ordres que le jour où vos organisations seront redevenues puissantes.

**TRAVAILLEURS, adhérez à votre syndicat corporatif !
Faites votre devoir, syndiquez-vous. Tous pour un, un pour tous !**

L'UNION LOCALE D'UNITÉ

Assistez en masse au MEETING du Premier Mai
à 9 h. 30, à la Bourse du Travail

ORATEURS :

LOUIS JULIEN
de la C. G. T.

NEDELEC
de la C. G. T. U.

Imp. E. TOURNEL, 29, rue Bédarride - Aix-en-Provence

Appel à la manifestation du Premier mai 1933 de l'union locale d'unité d'Aix. À la Bourse du Travail, les ponts ne sont pas rompus entre la CGT et la CGTU (Archives de la Bourse du Travail d'Aix).

Promemo n° 12

Catherine, militante cégétiste aux chantiers navals, épouse et mère.

Yolande Le Gallo¹

Employée de bureau

Je suis rentrée aux chantiers navals de La Seyne-sur-Mer en 1974 parce que ça coulait de source. Mon père y a travaillé, mon frère et mes cousins aussi. A 18 ans, avec un bac général, j'ai voulu mon indépendance financière avec un salaire correct. J'étais bercée d'illusions. Je voyais le chantier à travers les yeux de mon père, militant syndicaliste et politique très engagé qui s'est battu jusqu'au bout. De plus, au lycée, je n'avais connu que la fraternité et la solidarité. Je croyais que les hommes étaient bons, gentils, solidaires. Je suis vraiment tombée de haut.

En arrivant dans ce bureau, j'ai découvert la hiérarchie. Les plus anciennes ne menaient pas la vie facile à celles qui arrivaient. Il ne fallait pas empiéter sur leurs prérogatives. Pour un critérium, l'une d'elles m'a fait pleurer car, en tant qu'intérimaire, je n'avais droit qu'à un crayon à papier. J'étais déçue par ces mesquineries. Rien d'épanouissant non plus avec cet univers très «féminin», très centré sur les régimes, la télé, les films. Ça tournait vraiment en rond.

La formation se faisait sur le tas, les anciennes montrant aux nouvelles. Le travail à CNIM [Constructions navales et industrielles de la Méditerranée] était très routinier, très fractionné. Les ateliers m'envoyaient un bon de facturation. Je sortais le contrat, je facturais le pourcentage qui correspondait à la tranche de travaux finis, j'écrivais les données au crayon à papier et je transmettais aux dactylos. On codifiait puis on vérifiait le travail des dactylos. Enfin, on faisait signer à l'ingénieur des travaux, au directeur de l'administration, on postait au client. C'est tout. On ne suivait même pas les encaissements. Je me serais ennuyée si je n'avais eu que cela comme horizon durant dix ans.

.....
1. Entretien réalisé en novembre 2001 dans le cadre d'une enquête menée par l'association Histoire et Patrimoine seynois sur le thème «La fin des chantiers. Que sont devenus les hommes?»

L'engagement syndical

Dans les premiers temps de mon intérim s'est produit un accident de travail mortel. Des grévistes ont demandé une audience à la direction. Je connaissais beaucoup d'entre eux. Je pleurais de ne pas pouvoir partir de mon bureau car on m'avait dit de ne pas bouger si je voulais être embauchée à titre définitif. Les femmes du bureau qui ne faisaient pas grève ne comprenaient pas ma réaction. Je pensais que ce n'était pas normal d'être obligée de rester là sans bouger alors que quelqu'un venait de mourir au travail. Ça me bouleverse encore.

J'ai eu enfin conscience de servir à quelque chose quand le syndicat, sachant de qui j'étais la fille, m'a demandé de me présenter aux élections professionnelles. C'était le début d'une tranche très importante de ma vie. A cette époque, les employées de bureau n'avaient pas de représentation syndicale. J'ai d'abord milité avec une copine plus ancienne qui ne s'était jusque là pas mise en avant, car il fallait une titulaire et une suppléante. Je participais à toutes les réunions, à la commission des femmes. On avait droit à 15 heures de délégation pour cela. On se battait beaucoup sur ce qui était spécifique aux femmes. On gagnera beaucoup.

La crèche ouvrait à 7 heures. On y déposait les bébés, on laissait la voiture et on courait pour arriver à 7h15. Je me suis dit: il faut obtenir quelque chose, ce n'est pas possible d'arriver au bureau déjà épuisées. On décide donc de se battre pour améliorer la vie des jeunes mamans. Les travailleurs des chantiers étant surtout des hommes, le syndicat, et c'était normal, s'occupait des problèmes dans l'entreprise. Chez les employées, personne n'avait encore revendiqué. On a obtenu pourtant d'avoir des horaires plus souples: rentrer jusqu'à huit heures et demie du matin, travailler entre midi et deux pour ne pas terminer trop tard le soir, être libérées le jour de la rentrée scolaire. Ces résultats nous soulaient encore plus. Les revendications des femmes seront prises en compte par le syndicat.

Mon engagement militant me donnait l'impression d'être utile à tout le monde, avec des bonnes et de moins bonnes choses, avec des erreurs. Au syndicat on formait un groupe de gens, sincèrement et honnêtement engagés. On se donnait à fond, sans demi-mesures. Nous partagions des valeurs communes. Quand on partait en grève par exemple, on s'attachait à être irréprochables. On nous attendait au tournant mais nous avions le goût du travail

bien fait. Cet esprit collectif intense conférait un sens à ma vie que j'aurai beaucoup de mal à retrouver par la suite. C'était avant tout les copains. J'en ai retrouvé un au Revest. On ne s'était pas vus depuis 17 ans mais c'était comme si je l'avais quitté la veille. Je suis toujours en contact avec une collègue qui n'était pas élue mais suivait nos luttes. Le chantier lui manque beaucoup.

Le licenciement en 1984

Dans les commissions paritaires, l'avancement de personnes de valeur était barré parce qu'elles avaient été grévistes. On ne nous faisait pas de cadeau. Si j'ai fait partie du premier contingent des licenciés secs, c'est à cause de mon engagement. Mon congé de maternité débutait en juillet 1984, à la veille des vacances, puisque traditionnellement le chantier fermait au mois d'août. Je devais reprendre en janvier 1985 mais j'ai reçu une lettre de licenciement. De fait, le processus menant à la fermeture totale était déjà enclenché. Avant moi, il y a eu des départs volontaires avec une prime incitatrice et des « bras cassés ». Il y avait eu de grosses grèves, des manifestations, des marches, des montées à Paris. En 1981, le ministre de la Mer est venu nous assurer que le chantier ne fermerait pas. Mais on voyait bien arriver les licenciements puisqu'ils ont décidé en Méditerranée de conserver un seul chantier en Italie. On se battait cependant. On a eu l'espoir que, au prix d'un certain nombre de licenciements, ça pourrait continuer. Le syndicat soutenait qu'on n'accepterait rien, qu'on prendrait les armes s'il le fallait. On se gargarisait de paroles mais on ne l'a jamais fait. Mais bon... Jusqu'à mon départ en congé de maternité, j'ai participé à ces luttes.



.....
Manifestation à Paris des travailleurs des chantiers navals venus défendre leur entreprise auprès des instances nationales (début des années 1980), ici au pied de la Tour Eiffel.
.....

Quand la CNIM s'est séparée de la Navale², le nouveau directeur administratif m'a convoquée pour me dire qu'on ne me reprendrait pas et que je resterais à la Navale. J'étais déléguée CGT et la nouvelle direction voulait repartir sur des bases sereines, sans CGT. Avec ma collègue, nous sommes allées voir les différents délégués pour ne pas laisser faire ça. Raymond Dimo, le secrétaire de la CGT pour les ouvriers, nous a dit: « ce n'est pas grave, on les laisse à la CNIM, s'ils ne vous veulent pas vous restez avec nous ». Je n'avais rien contre Raymond même si j'étais l'une des seules à toujours m'opposer à lui. J'étais une femme et il m'en imposait moins qu'à ses troupes. Mais, ici, c'était une erreur. A la CNIM, on était peu représentés. On laissait partir une partie de la Navale et on allait accepter cette ségrégation pour qu'il n'y ait pas de CGT. Je pensais que c'était notre responsabilité au contraire d'y aller. Les gens qui travaillaient à CNIM devaient travailler à CNIM et il n'y avait pas que des raisons syndicales, c'était aussi mon travail. On a embauché une jeune femme à qui j'ai donné tout mon travail et je me retrouvais avec un poste vidé de sa substance.

Une vie personnelle plus favorable

Ma situation était complètement différente de celle de mes camarades. Mon mari avait un poste de responsabilité dans une banque. Il touchait un bon salaire mais a été muté à Nice. J'étais séparée de lui depuis un an même si nous nous retrouvions chaque week-end. Je n'envisageais pas de démissionner pour autant puisque, moralement et matériellement, je consacrais tout mon temps libre à mon activité syndicale. Mon mari n'appréciait pas trop que je milite en dehors de mes heures de travail, que je monte manifester à Paris par exemple, car cela lui prenait de son temps libre. En 1982 déjà, du fait de ma volonté de rester aux chantiers, il avait dû prendre un risque pour le déroulement ultérieur de sa carrière en refusant une mutation à Amélie-les-Bains.

Il se retrouvait seul dans deux pièces à Nice. Aussi quelque part j'ai été soulagée lorsque j'ai été licenciée. Avec notre bébé de deux ans, j'ai rejoint mon mari. Je perdais les chantiers mais

.....
2. En 1984, les anciennes CNIM se scindent en deux parties. Le secteur terrestre de la « Navale » reste « CNIM » tandis que le secteur maritime devient la société « NORMED ». Le premier s'est perpétué en Construction industrielles de la Méditerranée avec quelques centaines d'employés, ouvriers, techniciens et ingénieurs, tandis que le second a déposé le bilan définitivement en 1989.

notre couple retrouvait une vie plus normale. Je n'ai donc pas connu le déchirement final et c'est tant mieux. Nos copains militants se sont battus encore pendant des années, mais, à la fin, des divisions, des déchirures et même des conflits personnels se sont produits. Beaucoup de couples travaillant aux chantiers se sont retrouvés à la rue.

Après...

C'est la déchirure. Me voici femme au foyer avec mes deux enfants que j'adore. Coupée du collectif. Du jour au lendemain, je me retrouvais entre mes casseroles et mes petits. J'avais l'impression de mener une vie matériellement pleine mais psychologiquement vide. Plus de motivation, plus rien à raconter. C'était vraiment très, très dur.

J'ai été licenciée officiellement deux ans après mon départ en 1986. J'avais choisi la reconversion, mais au cours de ces deux ans-là, je n'ai pas fait grand-chose à part m'occuper de mes enfants.

J'ai trouvé ensuite un travail de bureau chez un architecte. J'étais la seule employée, j'effectuais peu d'heures mais cela me plaisait quand même car j'avais des contacts avec l'extérieur. Je suis restée trois ans chez cet architecte jusqu'à notre départ pour Lyon. Je me suis alors dit que j'allais déprimer si je ne faisais pas quelque chose. J'ai repris des études en fac, j'ai fait une formation pour adultes puis une licence en sciences de l'éducation. Cela m'a permis de me réinsérer dans la vie sociale, de remplir ma vie. J'ai été élue déléguée des étudiants de 1992 à 1996. J'ai ensuite retrouvé du travail dans un bureau alors que je m'étais juré de ne plus jamais recommencer ce que j'avais vécu aux chantiers. J'ai trouvé une opportunité dans une étude de notaire où j'ai travaillé pendant deux ans à temps plein. Une place mieux payée qu'aux chantiers mais surtout beaucoup plus intéressante du fait des responsabilités qui m'ont été confiées.

Aujourd'hui je retrouve encore ce même problème : avoir du mal à trouver sa place. En tant que femme je pense que le syndicat m'a permis d'être sur un pied d'égalité vis-à-vis de la direction, des collègues de travail, avec tout le monde. Aujourd'hui j'ai une place à la maison, mais elle ne me convient pas. Il me manque du collectif, une vie sociale.



Prise de parole de Raymond Dimo, secrétaire de la CGT ouvrier des chantiers navals seynois, au sein de l'entreprise NORMED, au moment des grandes manifestations des années 1980 qui ont précédé la fermeture définitive de l'entreprise en 1989.

Lieu de mémoire

Le Laborieux, remorqueur des chantiers navals seynois

Mise en forme par Yolande Le Gallo¹



Le remorqueur le Laborieux sous une plate-forme pétrolière en construction à La Seye-sur-Mer.

Depuis plus de vingt ans le remorqueur le Laborieux gît près du Fort Balaguier à La Seyne-sur-Mer, rongé par la rouille et vandalisé par quelques uns.

Ce dernier témoin flottant rappelle les activités des chantiers navals, chers au cœur des anciens de la Navale et à la population. La nouvelle association « Patrimoine maritime vivant » a pour ambition de mener à bien sa réhabilitation, avec l'aide des pouvoirs publics.

Construit par la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée (FCM) en 1946, le Laborieux remplace alors le remorqueur l'Utile, arrivé en fin de carrière.

Il mesure 19m50 de long sur 3m50 de large. Il est équipé d'un moteur de char d'assaut Deutch de 135 chevaux. Il jauge 23,8 tonneaux. C'est au moment de sa construction que la soudure coque a fait son apparition aux chantiers navals.

Cinq hommes d'équipage le servaient: un patron (c'est le titre donné au commandant de ce genre de bateau), deux matelots, un mécanicien, un graisseur.

Le Laborieux déplaçait les navires lors des lancements, accompagnait les bateaux lors des essais en mer. Il remorquait les chalands qui transportaient le long des quais du chantier et à travers la rade, tous les éléments des navires en construction. Il remorquait les parties du navire au moment de l'opération spectaculaire de jumboisation. Il embarquait et débarquait le personnel.



L'équipage du Laborieux avec son capitaine Jean Piana.

Jean Piana, patron du remorqueur jusqu'en 1979, se réjouissait de n'avoir perdu aucun homme. Car les opérations étaient parfois dangereuses surtout quand il fallait tracter les chalands, embarquer le personnel par mauvais temps comme le jour où un filin d'amarrage a bloqué l'hélice du bateau.

La commune de La Seyne l'empruntait au moment des fêtes de la ville le 14 juillet. Il amenait depuis le port de Toulon les artistes qui se produisaient sur l'estrade située sur une barge dans la darse du port. Ainsi Jean Piana et son équipage, a transporté Jonny Haliday, Rika Zarai, Isabelle Aubrey, etc.

À la fermeture des chantiers navals en 1989, il était destiné à la ferraille comme bien d'autres matériels de l'entreprise. Quelques anciens l'ont sauvé et l'ont hissé sur la cale de halage sur laquelle il se trouve encore.

Partie intégrante du patrimoine industriel seynois, il force l'admiration par la pureté de sa ligne, reproduction minorée du remorqueur de haute mer l'Abeille Flandres. Il reste un symbole majeur du brillant passé industriel de La Seyne-sur-Mer.

1. D'après Bernard Ducher, association « Patrimoine maritime vivant ».

La lutte des ouvrières d'état de la Seita à Marseille, une référence

Alain Prehu

Très loin de l'image idéalisée de la Carmen, bohémienne et cigarière de Bizet, les ouvrières cigarières d'État de la SEITA, installée à la Belle-de-Mai à Marseille ont pendant plus d'un siècle été le symbole de la lutte syndicale féminine. Un combat quotidien pour la reconnaissance de leurs droits et de leur statut.

A Marseille dans les années 1850, la manufacture de tabac située près du Vieux-Port, rue Sainte, déménage pour s'installer dans le quartier de la Belle-de-Mai (près de la gare Saint-Charles). Dès 1868¹, la SEITA emploie plus de 1250 personnes dont 93 % de femmes provenant majoritairement d'Italie et d'Espagne. C'est la plus grande concentration de main-d'œuvre féminine à Marseille. Dans cette période de révolution industrielle, les ingénieurs des manufactures font subir à ces ouvrières de nouvelles exigences de production et de discipline. Les Manufactures sont plus particulièrement des terrains propices aux expérimentations techniques (rationalisation du travail). Imposés par de « petits chefs », les règlements, le plus souvent « dégradants et pointilleux », se multiplient.

La discipline est plus stricte et plus oppressante que dans les autres industries selon un document publié par la SEITA²: « Chefs et sous-chefs sont souvent d'ex-officiers qui croient affermir leur autorité en traitant les ouvrières comme les hommes à la caserne... Le soir quand elles quittent l'atelier au son de la cloche, elles doivent avant de franchir le portail se soumettre à la fouille effectuée successivement par deux fouilleurs, celui du corps et celui des sabots et des chaussures. A leur tour, les fouilleurs seront fouillés par le concierge ».

Le taux d'encadrement est élevé. En 1894, il y a un « préposé » pour 19 ouvrières. Ce taux tombe à un pour 15 en 1914. Cette fouille quotidienne obligatoire au sein de ces établissements sera le symbole de la lutte syndicale féminine. Dès leur arrivée, les ouvrières devaient passer à la fouille. Une fouille obligatoire tant pour les hommes que pour les femmes mais réalisée le plus souvent par des hommes sur les ouvrières. Les protestations contre cette pratique se multiplient comme le révèle le journal syndical qui dénonce « cette façon brutale de violer le droit des gens, sous le couvert d'un règlement administratif ». Si en 1900 la fouille ne se produit plus que 4 à 5 fois par mois, elle se déroule toujours « à l'improviste, et sur ordre de l'ingénieur. Elle peut être publique, si elle est superficielle, ou à huis clos si elle est complète »³.

On comprend dans ces conditions pourquoi le premier syndicat féminin a vu le jour à Marseille au sein de la SEITA et a servi de référence dans le combat syndical féminin. A titre d'exemple, en 1925 dans l'alimentation, en région parisienne, les vendeuses sont également fouillées tous les jours. Ce procédé est qualifié par *L'Ouvrière*⁴ de « suprême humiliation, de procédé ignoble et dégradant ». On le retrouve encore en 1953 avec la fouille des vendeuses du Prisunic des Champs Élysées⁵.

Le combat des « Carmen SEITA » à Marseille n'aura pas été vain⁶. Les ouvrières d'État des manufactures ont longtemps été prises pour référence par beaucoup d'autres travailleuses tant sur les acquis sociaux obtenus que sur leurs conditions de travail.

-
1. Archives municipales de Marseille, 10, rue bleue. *Histoire et reconversion d'une manufacture des tabacs*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2003, 124 p. in quarto.
 2. *Cahier C'est à dire*, SEITA, 1994 - 1995, « Histoires de notre histoire ».
 3. Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, « Les ouvrières d'État », *Le Mouvement Social*, 10/12 1978.
 4. « L'exploitation des travailleuses de l'alimentation », *L'Ouvrière*, 3 décembre 1925.
 5. *L'employé du commerce*, revue de la CGT, février 1953.
 6. Mise en scène par Edmonde Franchi, la pièce de théâtre Carmenseitas rend hommage à ces cigarières. Voir le numéro 11 du *Bulletin de Promemo*.

Entretien avec Dominique Manotti¹

Jean-Claude Lahaxe

Question : Votre engagement remonte aux luttes en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Vous vous retrouvez ainsi dans la rue lors de la manifestation tragique du 17 octobre 1961. Des désaccords croissants avec les positions du Parti communiste soviétique et du PCF, en particulier la candidature unique de la gauche autour de François Mitterrand lors de la présidentielle de 1965, vous conduisent à rompre avec l'Union des étudiants communistes. Dans les années soixante-dix, alors que vous enseignez l'histoire à l'université de Vincennes, vous militez à la CFDT. Vous y serez pendant plusieurs années secrétaire générale de l'Union départementale de Paris. Vous pensez alors que la CFDT bouge plus que la CGT, qu'elle est plus perméable au mouvement social issu de Mai 68. Les réorientations de la CFDT durant le premier septennat de François Mitterrand vous font perdre l'espoir d'assister, de votre vivant, à une transformation radicale de la société. Vous vous remettez à la recherche historique. Mais le cœur n'y est plus vraiment. En 1993, votre état d'esprit et l'influence des œuvres de James Ellroy vous conduisent à vous lancer dans l'écriture d'un roman noir. Vous sentez que c'est un peu « cette fois-ci ou jamais ». Il en résultera *Sobre sentier* ou l'histoire de la lutte pour leur régularisation des travailleurs clandestins turcs de la confection de ce quartier. Une action à laquelle vous aviez participé en tant que syndicaliste et que vous voulez sortir des oubliettes de l'Histoire en tant qu'écrivain. Pouvez-vous revenir sur ces différentes formes d'engagement ?

Dominique Manotti : Dès mon entrée en fac, en 1960, j'ai adhéré à l'UNEF, le syndicat étudiant. C'est ce jour-là que j'ai eu l'impression d'accomplir un acte d'engagement et de rupture décisif « irréversible ». L'UNEF menait alors une lutte ouverte, publique, de soutien au syndicat étudiant algérien en lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Ce n'était pas le cas du Parti Communiste qui se battait pour la paix en Algérie, ce qui n'est pas la même chose. L'année suivante, le 17 octobre 1961, la manifestation pacifique des Algériens à Paris donne lieu à un véritable massacre. J'ai alors eu la certitude qu'il ne suffisait pas de se battre pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais qu'il fallait changer profondément la société française. Et j'ai adhéré, dans les jours qui ont suivi le 17 octobre, à l'Union des Étudiants Communistes, mais pas au PC. Cette adhésion m'est apparue comme une suite logique à mon adhésion à l'UNEF, l'année précédente. L'UEC était alors en désaccord ouvert avec le PC sur la question coloniale et l'analyse du stalinisme, entre autres, et c'est pour cela que j'y ai adhéré. Nous estimions alors que si les communistes ne prenaient pas en mains eux-mêmes, de toute urgence, une critique en profondeur, radicale, du stalinisme et de la société soviétique, le mouvement communiste tout entier était menacé de disparition, à terme. Je crois que les faits nous ont donné raison. Ensuite, je n'ai pas quitté l'UEC, j'en ai été exclue, avec des centaines d'autres jeunes, quand le PC y a repris la majorité. J'ai gardé de cette période une solide formation marxiste, sur laquelle je continue à m'appuyer pour essayer de comprendre la société dans laquelle je vis.

Ensuite, dans les années qui ont précédé mai 68, j'ai participé à divers groupes de réflexion marxistes, mais toujours avec une solide méfiance à l'égard des avant-gardes autoproclamées, et la conviction que les changements de société ne peuvent être imposés d'en haut. J'ai participé aux mouvements de mai, évidemment, et ensuite, aux *Cahiers de Mai*, qui tentaient de faire circuler des réflexions collectives sur les luttes en cours. Des *Cahiers*, je suis passée assez naturellement au syndicalisme, à la CFDT, parce que les luttes de 68 y trouvaient alors (dans les années 70) bien plus d'échos qu'à la CGT, et que les militants dans mon genre y trouvaient une véritable possibilité d'action qu'ils n'avaient pas ailleurs. Quand Mitterrand arrive au pouvoir, nous sommes en train, à l'UD de Paris de la CFDT, de gérer la fin de la lutte pour la régularisation des travailleurs clandestins du Sentier. Les socialistes ne nous consultent pas, ne nous écoutent pas, et ne comprennent rien à la situation. Leur raisonnement est le suivant : il est inadmissible qu'il y ait des clandestins, s'il y en a, c'est la faute de la droite qui gère le pays depuis des années. On régularise tout le monde, pour remettre les compteurs à zéro, et ensuite, plus de problèmes de clandestins. Régularisation générale en 82. Résultat, notre lutte dans la confection, qui posait la question de la régularisation du travail dans ce secteur, est enterrée, les clandestins affluent de nouveau, et il faut attendre 2008-2010 pour voir réapparaître des luttes qui partent des situations de travail des clandestins, et mettent en cause

.....
1. Ces déclarations concluent l'après-midi « Polar et BD noir et social » organisé le 20 février 2010 par le centre culturel Jean-Claude Izzo de Châteauneuf-les-Martignes en association avec Promemo.

les politiques patronales. A partir de cette expérience, j'ai bien compris que les années Mitterrand allaient enterrer la gauche en France pour des années, et probablement même la détruire. J'ai cessé de militer dans ces années-là.

Suivent dix années de profond découragement, avant que je décide d'écrire des romans. Je m'y mets en 1993. Mon premier roman paraît en 1995. Sept romans plus tard, mon ambition, c'est d'être un peu un écrivain public du monde qui m'entoure, de le raconter comme je le vois et comme je le comprends. Mais pas de « délivrer un message ». Dans ma vie militante, je n'ai connu à peu près que des défaites, même si j'estime avoir eu parfois raison. Mais avoir raison tout seul ne sert à rien. Je ne vois pas bien quel message je serais en mesure de délivrer.



Photo prise à l'occasion de l'après-midi consacrée au polar et à la BD à caractère social par la médiathèque de Châteauneuf-les-Martigues en association avec PROMEMO.

Question : Grâce à vos romans, vous avez pu aborder toute une série de sujets sensibles. Trafics en tous genres, politique et sport interfèrent dans *KOP* et dans *À nos chevaux ! Nos fantastiques années fric* évoque les affaires des années Mitterrand sur fond de prise des otages français au Liban. *Le Corps noir* permet de découvrir les milieux de la collaboration et la Résistance entre le débarquement en Normandie et la libération de Paris. Dans *Lorraine connection*, de discrètes équipes agissant pour le compte de groupes financiers antagonistes n'hésitent pas à incendier une usine en grève et à assassiner des témoins gênants. *Bien connu de nos services* décrit la situation de guerre civile de « basse intensité » résultant de l'application de la politique du chiffre dans le département du « 9 Cube ». Un romancier dispose-t-il aujourd'hui de plus de liberté pour traiter ce type de sujets sensibles qu'un journaliste ?

Dominique Manotti : Je n'ai jamais été journaliste, et je n'ai pas travaillé sur ce milieu. Il m'est donc assez difficile de répondre à la question. Ce qui est sûr, c'est que, en tant qu'écrivain, je dispose de temps. Je mets deux ans (au moins) pour écrire un roman, je prends le temps d'enquêter, de lire, d'interroger. Un journaliste dispose rarement de temps. Problème économique ou politique, ou les deux ? Je travaille aussi en toute liberté, loin de toute pression. Les journalistes, en règle générale, sont pris dans un travail d'équipe, et soumis à une hiérarchie.

Jusqu'à présent, je n'ai pas eu le sentiment que mes romans dérangeaient grand monde. Nous verrons ce qui va se passer avec *Bien connu de nos services...*² La police reste toujours un sujet délicat à aborder en France.

Question : *Nos fantastiques années fric* a été adapté au cinéma en novembre 2009 sous le titre *Une affaire d'État*. D'autres projets de films ou de séries télé ont par contre été abandonnés. Quelles sont les différences de logique entre le monde de l'écriture et de l'édition d'une part et ceux du cinéma et de la télévision de l'autre ?

Dominique Manotti : La première différence, très sensible d'entrée de jeu, c'est que l'édition (celle que j'ai côtoyée) est encore de l'artisanat, le cinéma et la télévision sont des industries. Les sommes en jeu n'ont rien à voir. Dans l'édition, à mon niveau, l'auteur reste maître de son travail. Dans le cinéma, à la télé, c'est le détenteur du financement qui décide, et il le fait en fonction de critères aléatoires. Sur un autre plan, le récit cinématographique n'est pas le même que le récit romanesque. Il est moins libre. Durée, structures ont des règles bien plus rigides. Autre aspect : un film est une œuvre collective. Le rôle du scénariste, à mon avis fondamental pour faire un bon film, n'est pas très respecté dans le cinéma français. Mais de toute façon, « l'homme des mots » est au service du réalisateur, « l'homme des images ». Cette confrontation est passionnante, mais il faut savoir accepter de jouer un rôle secondaire, ce qui est très déroutant pour un écrivain. L'écriture contemporaine, le roman noir, doivent beaucoup au cinéma. A mon avis, pas de behaviourisme possible avant l'invention du cinéma.

C'est pourquoi je crois qu'un écrivain de romans noirs aujourd'hui, d'un point de vue « artistique », s'il en a la possibilité, a intérêt à ne pas rester totalement à l'écart de l'audiovisuel. Sans perdre son âme ?

.....
2. Dominique Manotti a aussi écrit *Sombre sentier* (la grève des travailleurs turcs clandestins pour leur régularisation), *A nos chevaux !* et *KOP* (trafics en tous genres sur fond de courses de chevaux et de foot), *Nos fantastiques années fric*, (les dérives politico-financières des années Mitterrand), *Le Corps noir* (le monde de la collaboration juste avant la libération de Paris), *Lorraine Connection* (une grève tragique sur fond de restructurations financières).

Un petit tour sur le web ouvrier

Le site de Patrick PECHEROT : Le Polar Social

Patrick Hautière

Pour prolonger le numéro précédent de PROMEMO de février 2010 consacré au monde ouvrier et à sa culture¹ je vous invite à visiter le site de Patrick Pécherot, écrivain de Série Noire aux éditions Gallimard.

Avant de devenir journaliste Pécherot a exercé différents métiers dans le secteur de la protection sociale, avant de devenir délégué syndical CFDT, puis responsable de sa fédération et ensuite rédacteur en chef de Syndicalisme hebdo, l'hebdomadaire des militants de la CFDT.

Résolument opposé aux essais nucléaires dans le Pacifique, s'engageant en faveur des mutins de Papeete à Tahiti, inspiré par Didier Daeninckx qu'il rencontrera quelques années auparavant, il découvre le polar et écrit son premier livre *Tiurai* en hommage à peine voilé à Jean Amila², écrivain anarchiste et auteur de polar, puis *Terminus Nuit* inspiré des grèves de 1995.

En 2001, il publie *Les Brouillards de la Butte* et obtient le Grand Prix de littérature policière. Dans ce polar, inspiré par Léo Malet, l'on retrouve Breton et les anarchistes, la butte Montmartre.

Son site est remarquable à visiter même pour quelqu'un qui n'est pas un dévoreur d'Internet.

Il est difficile de le résumer en quelques lignes, mais ce bref aperçu peut vous en donner un peu le goût.

Après une présentation assez complète de l'auteur, on peut ouvrir différentes pages :

Série Noire : là on retrouve toutes les critiques de ses livres.

Bande Dessinée : tous ses albums réalisés en collaboration avec Jeff Pourquier.

Ses références littéraires : Didier Daeninckx, Jean Amila, Léo Malet, Raymond Chandler et Georges Simenon.

Sur la page de Polaris : sa contribution au livre *Le Roman Social* paru en 2002 aux Éditions de l'Atelier³, une présentation du Dictionnaire des littératures policières, un clin d'œil au festival de cinéma «Noir sur la Ville» de Lamballe en Bretagne. Et surtout un dossier très intéressant sur la Guerre d'Espagne et les camps d'internement français des républicains espagnols (la Retirada), avec une présentation du livre de François Darnaudet *L'or du Catalan* aux éditions Polarchives.

On peut aussi surfer sur les lieux qui l'ont inspiré comme Paris et sa banlieue, Tahiti, découvrir l'univers des personnages de ses romans.

Une page est consacrée à ses coups de cœur comme le film des frères Dardenne *Le Silence de Lorna* ou le roman de George Arnaud Schtilibem *41* réédité aux éditions Finitude.

Le site ouvre des liens sur d'autres sites : celui de Didier Daeninckx, de la CFDT ou de la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme).

Le dernier roman de Patrick Pécherot, *Tranchecaille*, série Noire chez Gallimard paru en 2009, a pour cadre la Grande Guerre et les mutineries du chemin des Dames.

Je ne connaissais pas cet auteur avant de découvrir son site mais ce qui est sûr, c'est que ça me donne envie de plonger dans ses romans. A travers ces humbles personnages et ses décors nous redécouvrons de nombreuses pages de l'histoire ouvrière et sociale.

.....
1. Lire en particulier l'article de Gérard Leidet « Polar et question(s) sociale(s) : quelques repères ».

2. Jean Amila de son vrai nom Jean Meckert (alias Amilanar) né en 1910 et décédé en 1995 est un écrivain de polars, ses livres sont publiés dans la collection Série Noire de Gallimard. Depuis 2005, le conseil général du Pas de Calais récompense par le prix Jean-Amilar Meckert, un récit d'expression et de critique sociale, en 2010 le prix est attribué à Florence Aubenas pour son livre *Le quai de Ouistreham* paru aux éditions de l'Olivier.

3. Voir la note de lecture de Gérard Leidet dans le *Bulletin de Promemo* de février 2010. Le roman social. Littérature, histoire et mouvement ouvrier, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002.

Retour sur la naissance du PC à Marseille.

François Ferrette

On doit à Frédéric Grossetti d'avoir grandement éclairé les conditions de la naissance du PCF à Marseille grâce à son mémoire de maîtrise présenté en 1997. Jusqu'à cette date, les recherches sur les Bouches-du-Rhône n'avaient que très peu mis en valeur le travail de la transformation de la SFIO (le PS de l'époque) en Parti communiste par la tendance de gauche qu'était le Comité de la 3^e Internationale. Nous voudrions apporter une contribution complémentaire au travail de Frédéric Grossetti, fruit d'une réflexion plus générale sur la naissance du PC dans le cadre d'une maîtrise présentée en juillet 2005 à Paris 1.

Lorsque l'on cherche à cerner les sources du communisme local, il est très tentant de généraliser, de mettre l'ensemble des militants dans un vaste mouvement en faveur de la 3^e Internationale sans discerner les différentes forces en présence qui poussent à l'adhésion et la qualité de leurs interventions. Trois organisations pro-bolcheviques s'affrontent en France en 1919-1921 :

– le Parti communiste (que nous appellerons PC-Péricat), fondé en mai 1919 par Raymond Péricat, au socle idéologique anarchisant.

– la Fédération communiste des soviets (FCS), née en décembre 1919 d'une partie du PC dont il vient d'être question.

– le Comité de la 3^e Internationale, formé en mai 1919, essentiellement implanté dans la SFIO. Seul ce dernier groupe est affilié à l'Internationale communiste.

Le PC-Péricat et la FCS pensaient que les masses, du fait leur expérience (soutien socialiste à l'union sacrée pendant la guerre), se détourneraient rapidement de la SFIO pour se tourner vers eux. Le Comité de la 3^e Internationale, lui, tenait compte des organisations traditionnelles dont s'étaient dotés les travailleurs pour leur défense et des évolutions politiques en leur sein. C'est à partir de ce constat que nous voudrions développer un point singulier : la place réelle de chaque force politique¹ dans la création du PC et, *a fortiori*, de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône.

A Marseille, les trois groupes pro-bolcheviques ont existé à un moment ou un autre. Un groupe local du PC-Péricat est fondé en avril 1919 par Marceau Desmoutiers et aurait rassemblé une centaine d'adhérents². Ce groupe organisa avec l'UD-CGT une fête champêtre le 25 mai 1919 en présence de 5 000 personnes. Desmoutiers quitte Marseille puis abandonne toute activité politique. Un rapport de police³ note en juillet 1920 que ce groupe « a cessé de fonctionner il y a quelques mois ». Pierre Avon, jeune métallurgiste de 27 ans, décide alors de former un groupe de la FCS entre le mois de mai et août 1920. Ce nouveau groupe sera composé d'une vingtaine de membres seulement. Devant cet échec, Avon décide alors d'appeler ses camarades à adhérer au Comité de la 3^e Internationale « pour éviter la dispersion des forces à tendance communiste⁴ », ce qui montre la centralité du Comité.

Le PC-Péricat et la FCS auront donc été éphémères localement et n'arriveront pas à coaliser des forces dans la durée. De son côté, le Comité de la 3^e Internationale va suivre une toute autre trajectoire qui, d'ailleurs, s'inscrit dans la continuité du CRRI (Comité pour la reprise des relations internationales), né en 1916. Des sections locales existaient depuis dans un certain nombre de villes françaises, notamment à Angers, Brest, Lyon, Paris, Toulouse, St-Etienne et... Marseille⁵. La police notait dès 1916 que le CRRI avait reçu l'adhésion collective de sections socialistes des Bouches-du-Rhône⁶. La fin de la guerre et la révolution russe modifient les buts du CRRI. Le 08 mai 1919, il décide de se transformer en Comité de la 3^e Internationale. Aussitôt, ses groupes locaux se convertissent en sections du nouveau Comité. Il est donc possible que la section marseillaise se soit inscrite dans ce mouvement. Cependant, le caractère initial, clandestin, socialisant, lui fait perdre une partie des militants attirés par des actions immédiates. Il n'est pas exclu que le comité local se soit mis en veille en laissant à la Jeunesse socialiste de Marseille le soin de mener la bataille publique pour l'adhésion

.....
1. Nous ne retenons dans notre réflexion que les forces politiques et mettons de côté les organisations (ARAC, Clarté...) qui participaient à l'élan révolutionnaire sans toutefois être en concurrence avec la SFIO sur le champ politique.

2. Pierre Berthet, *Les libertaires français face à la révolution bolchevique en 1919 autour de R. Péricat et du parti communiste*, Maîtrise, Paris 4, 1991.

3. Rapport n° 3546 du 10 juillet 1920.

4. Selon Frédéric Grossetti.

5. AN, F7 13090.

6. Préfecture de police de Paris, BA 1558.

à la 3^e Internationale : la JS est « depuis longtemps [...] affiliée au Comité de la 3^e Internationale », déclare Gabriel Péri en juillet 1920⁷. Il affirmait par ailleurs avoir été secrétaire adjoint de ce Comité dès 1919⁸. Celui-ci était alors considéré, par un certain nombre de socialistes, comme une simple tendance de la SFIO n'ayant pas vocation à s'exprimer publiquement.

Nous retrouvons des traces du comité local dans le rapport d'un anarchiste, envoyé en Russie en mai 1920. Il indique que la direction nationale du Comité de la 3^e Internationale « s'est assez convaincu de l'indispensabilité de la constitution de groupes et de sections s'attachant organiquement à lui. Évidemment, il s'agit encore de groupes formés presque exclusivement par des membres du parti socialiste et à notre connaissance, une seule exception existe : celle de Marseille là où dans le groupement de la 3^e Internationale entrent non seulement des éléments socialistes mais aussi des syndicalistes minoritaires et des anarchistes communistes. Ajoutons cependant que ces éléments étaient déjà dans le parti socialiste... »⁹. Le *Bulletin communiste*, hebdomadaire du Comité (publié à partir de mars 1920), est vendu dans les Bouches-du-Rhône à la JS, à partir d'avril 1920 et en Arles à partir de juillet. Tous ces éléments attestent d'une présence du Comité avant septembre 1920. La police ne s'y intéresse qu'à partir du moment où il s'exprime publiquement et que des oppositions fortes se manifestent dans la SFIO. Partout en France, il y a en effet une plus grande visibilité du Comité à partir d'avril-mai 1920 mais surtout après juillet, quand Frossard et Cachin reviennent de Russie avec l'intention d'adhérer à la 3^e Internationale.

Dans les Bouches-du-Rhône, cette accélération s'accompagne d'un renforcement des structures du Comité, comme ailleurs en France, qui prend, ici, la forme d'une coordination régionale durant l'été : « nombre de militants, cédant à la pression faite par des extrémistes acharnés, vont finir par prendre partie en faveur de la 3^e Internationale, dont le comité régional, avec lui, Carlier, Nègre, Fabre, Sabiani, et les comités locaux constitués par Almira et Gaillard, font preuve de la plus grande activité. »¹⁰. José Almira et Edmond Gaillard en sont alors les principaux animateurs. L'orientation anti-PS d'Almira le conduit à se rapprocher des milieux syndicaux et d'extrême gauche. C'est ce qui explique la présence dans les réunions de Roubaud, dirigeant de la CGT.

Par ailleurs, des socialistes voulant redresser leur parti et non le quitter, vont créer à l'automne un comité de la 3^e Internationale au sein de la SFIO conçu comme une tendance classique de Parti. La réunion constitutive se déroule le 27 octobre 1920 en présence de 120 militants à l'appel de Flavien Veyren, secrétaire de la fédération socialiste. Celui-ci s'est, semble-t-il, résigné à rallier le Comité fin octobre.

Nous avons pu dénombrer 47 militants ayant appartenu au Comité de la 3^e Internationale mais ce chiffre apparaît bien en deçà de la réalité. Des militants très connus ou possédant des responsabilités de premier plan dans le mouvement ouvrier local témoignent d'une implantation parmi les cadres ouvriers : Roubaud, secrétaire départemental CGT ; Ismaël Audoye, fondateur de l'École Émancipée, revue du syndicat des instituteurs ; Auguste Gaillard, secrétaire général du syndicat des cheminots. Plusieurs conseillers municipaux (Sylvestre Cermolacce, Simon Sabiani, Paul Morucci), des conseillers généraux (Frédéric Corbani, Georges Fabre, Frédéric Latière) en font partie également. Jean Marestan, anarchiste et conférencier réputé, s'y rallie aussi. Toutes ces adhésions confirment l'aura importante du Comité et du lien qu'il a, à travers eux, avec les travailleurs. En 1921, Gabriel Péri affirmera que le Comité de la 3^e Internationale avait des adhérents dans treize villes des Bouches-du-Rhône et dans tous les quartiers de Marseille. Le Comité a servi de point de fixation pour un certain nombre de révolutionnaires.

Au plan national (comme au plan local), on note une décomposition rapide des formations anarchisantes. Le PC-Péricat se dissout en mars 1921, la FCS en mai comme conséquence d'une dislocation de leurs derniers groupes locaux et du ralliement de militants au Comité de la 3^e Internationale ou directement au jeune PC issu de Tours. De son côté, le Comité s'est renforcé de mois en mois pour atteindre sans doute les dix mille adhérents. Il sera majoritaire dans la direction nationale du jeune PC et à la tête de fédérations importantes (Nord, Pas-de-Calais, Seine, Seine-et-Oise...) Il a incarné le levier nécessaire pour construire un parti communiste de masses sans s'aventurer dans des logiques groupusculaires.

.....
7. Le *Populaire de Marseille*, n°22, 07 juillet 1920.

8. Cf. autobiographie de Gabriel Péri envoyée dans les années 1930 en Russie, aimablement communiquée par Claude Pennetier.

9. Bibliothèque Marxiste de Paris, bobine n°1, Rapport Legott et Sokolovsa (écrit entre le 13 et 20 mai 1920).

10. Jean Vaucoret, *Un homme politique contesté, Simon Sabiani*, thèse, Université de Provence, 1979.

ALMIRA José (ou Joseph)

François Ferrette¹

Il n'existe pas de biographie dans le Maitron de José Almira. C'est pourtant lui qui impulse durant quelques mois la campagne d'adhésion à la 3^e Internationale dans les Bouches-du-Rhône. Son passage rapide dans la vie politique locale est du au caractère controversé de son personnage.

Il intervient le 28 décembre 1919 au meeting de la Jeunesse socialiste et des jeunesses syndicalistes contre l'incorporation de la classe 20. Il se qualifie dès son intervention comme «socialiste et révolutionnaire», mais il provoque un tollé dans la salle. Le matin même, il avait été accusé de faire le jeu de la candidature de Schrameck qui devait devenir sénateur le 11 janvier 1920. Il y eut même une échauffourée à la tribune. Almira expliquait qu'il était originaire «de la classe capitaliste et conservatrice». La police le classe en avril 1920 parmi les éléments révolutionnaires de la SFIO et de ceux à arrêter en cas de conflits sociaux graves. Il intervint à plusieurs reprises dans le Populaire de Marseille (hebdomadaire socialiste) et faisait partie de la 8^e section de Marseille de la SFIO. Il y mena une campagne contre Flavien Veyren, secrétaire fédéral, dont les hésitations irritaient au plus haut point les militants d'avant-garde. Almira avait d'ailleurs très peu d'enthousiasme pour ce parti et ses élus.

C'est pour cette raison qu'il organisa la campagne pour l'adhésion à la 3^e Internationale en dehors de la SFIO. Il anima un Comité Régional de la 3^e Internationale fondé durant l'été et regroupant des comités locaux.

Les dissensions internes au comité régional et la préparation du congrès de Tours accélérèrent la marginalisation de José Almira au sein du courant communiste. Il est destitué de son poste de secrétaire du comité le 25 octobre 1920 et exclu le 21 décembre. Selon la police, les membres du comité ne pensaient pas qu'il ait été communiste. Déjà en juillet 1920, Gabriel Péri s'en était pris à sa position sur la «patrie» dans les colonnes du Populaire de Marseille.

Le secrétaire fédéral Flavien Veyren refusa logiquement d'adhérer au comité régional animé par Almira. Veyren anime une réunion le 27 octobre 1920 pour créer un comité de la 3^e Internationale interne à la SFIO. 120 socialistes y participent. Ce sera désormais dans ce Parti que les membres du comité interviendront essentiellement.

En 1920, Almira était secrétaire général de l'ARAC des Bouches-du-Rhône et était à la tête d'une coopérative centrale de consommation.

Sources : AN F/7 12975 ; AD BDR : cartons 1M810 et 1M832 ; *L'origine du parti communiste à Marseille (1914-1924)*, Frédéric Grossetti, 1997, université Aix-en-Provence ; le Populaire de Marseille ; Jean Vaucoret, *Un homme politique contesté, Simon Sabiani*, thèse, Université de Provence, 1979 ; Jean-Baptiste Nicolai, *Simon Sabiani, un « chef » à Marseille, 1919-1944*, éditions Olivier Urban, 1991.

.....
1. François Ferrette est employé de bureau à l'éducation nationale, membre de la FSU et de la direction nationale du syndicat des administratifs, le SNASUB-FSU. Il a été responsable local, à Caen, et national de l'UNEF dans les années 1990. Il est titulaire de deux maîtrises (histoire et géographie).

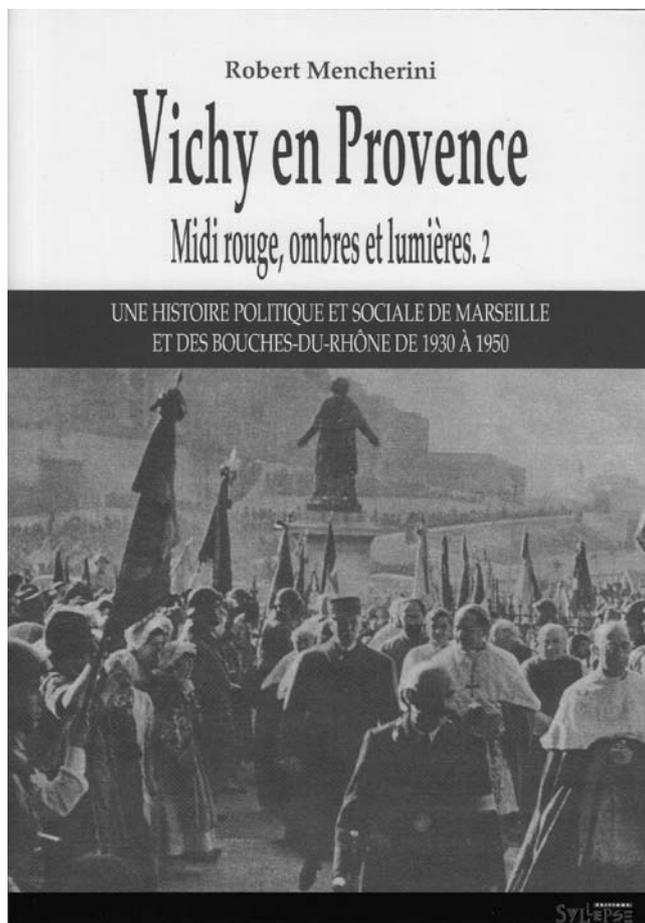
Notes de lectures

Robert Mencherini, *Vichy en Provence, Midi rouge, ombres et lumières.*
Paris, Éditions Syllepse, 2009, 660 p, 23 euros.

Cet ouvrage fait suite à un premier tome consacré à l'histoire sociale et politique de Marseille et des Bouches-du-Rhône de 1930 à 1950. La période étudiée ici s'étend de l'armistice de juin 1940 à l'occupation de la Provence en novembre 1942. Au-delà de la masse imposante d'informations recueillies et de la qualité de la documentation analysée, le livre de Robert Mencherini vient combler un vide puisque aucune synthèse sur la période n'avait été réalisée à ce jour pour les Bouches-du-Rhône. L'apport singulier de *Vichy en Provence* peut se décliner notamment autour de trois axes forts. « L'ampleur des changements » effectués en 29 mois par la Révolution nationale tout d'abord. La prise en main des pouvoirs départementaux et communaux est très détaillée dans le cadre d'une véritable « révolution municipale ». C'est l'occasion de rappeler combien le PPF constitue à Marseille et dans le département une force d'extrême-droite bien implantée qui allie discours radical et clientélisme autour de la figure emblématique de Simon Sabiani.

La forte présence, bien avant novembre 1942, des vainqueurs italiens et allemands est ensuite mise en évidence. Les rapports entre consulat allemand, mouvements et journaux collaborationnistes d'une part, les relations commerciales entre les entreprises locales et l'Allemagne d'autre part sont bien étayées.

Robert Mencherini dépeint enfin comment l'opinion publique en arrive à se défier du régime de Vichy en particulier du fait des effets des pénuries et des questions sanitaires. Les faits étudiés – de la destruction des statues en bronze à la rafle des Juifs étrangers de l'été 42 – aident à comprendre pourquoi la « suspicion envers le régime » l'emporte sur d'éventuels « mouvements massifs d'opposition ».



Les mises au point en annexes des différents chapitres sont particulièrement judicieuses. Elles constituent des effets de loupe notamment sur les artistes des Baux, les prisonniers de guerre, Frédéric Mistral et l'occitanisme, Jules Isaac à Aix, l'épuration symbolique des noms de rues.

Présente dans ce livre à travers les réactions du pouvoir et la répression qui s'abat sur elle, la Résistance sera essentiellement traitée dans le tome suivant... Raison supplémentaire s'il en fallait une après avoir découvert la « Provence de Vichy », d'attendre avec impatience la suite de *Midi Rouge*.

Gérard Leidet

Francis Lyon, *De l'autre côté du port*, Géhesse Agence éditoriale, 2009.

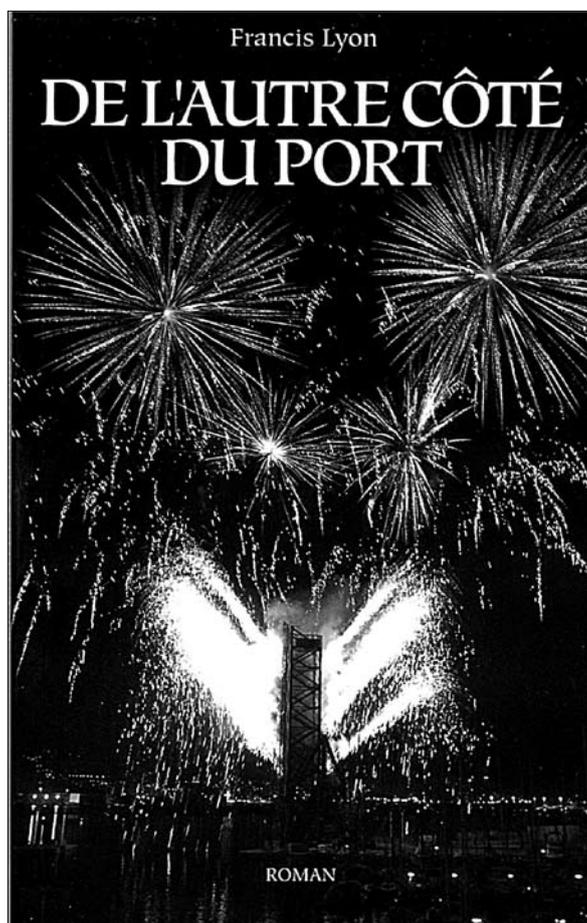
Francis Lyon est un ancien soudeur tôlier des chantiers navals de La Seyne-sur-mer. Il a écrit plusieurs romans sur fond d'histoire de la construction navale qui a forgé l'identité de cette ville : *La 8^e nef* (1987), *À l'ombre des Titans* (2002), *Ricordati* (2003), *La vie tourmentée de Victor Tournel* (2006), *Bétons d'or* (2008).

Avec *De l'autre côté du port* paru en juin 2009 à l'occasion de la fête de la ville de La Seyne, Francis Lyon donne la parole à l'ancien pont basculant des chantiers. Nouvellement restauré, celui-ci est l'un des derniers symboles de l'activité industrielle de la ville. Son écriture vivante s'appuie sur un travail d'archives éclairé par son expérience personnelle et sa sensibilité.

Devenu mémorialiste de la ville, le pont retrace 90 ans de l'histoire de La Seyne et de ses chantiers : les lendemains de la Grande Guerre, la Deuxième Guerre mondiale et ses ravages, la renaissance de la ville et de la Navale jusqu'à la mort de l'entreprise. Cette chronique fait la part de la vie quotidienne des habitants venus d'horizons divers, de leurs luttes, de leurs joies et des fêtes dont la ville a eu le secret.

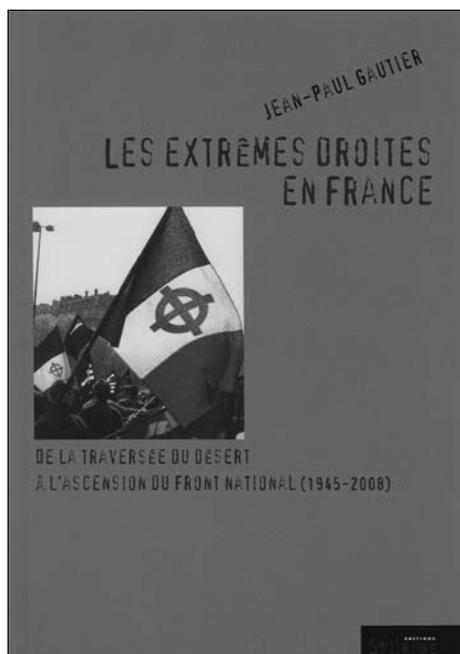
Le pont est né en 1919 comme le personnage dénommé Dupont. Vieil homme maintenant réduit à la retraite, ce dernier raconte ce dont il a été témoin. Il se souvient avec une pointe de nostalgie, comme il sied à un vieil homme qui a vu, de l'autre côté du port, partir les derniers trois mâts. Ce jour de fête de la ville autour du pont illuminé par un somptueux et émouvant feu d'artifice est pour lui un moment de reconnaissance, avec enfin le droit à la parole : « Vous m'avez transformé en tour. Un sacré tour que vous m'avez joué. Me voilà vertical à jamais. La position debout, finalement, c'est bien la plus belle et la plus noble. Vous aussi vous êtes restés debout. C'est bien. »

Andrée Bensoussan



Promemo n° 12

- 31 -



Jean-Paul Gautier, *Les Extrêmes droites en France – De la traversée du désert à l’ascension du Front national (1945-2008)*, 464 p., 22 euros.

Depuis l’épuration qui suit la Libération au second tour des élections présidentielles de 2002, l’extrême droite en France a parcouru un long chemin qui lui a permis de s’inscrire durablement dans le paysage politique français. S’il n’y a pas d’extrême droite unique et homogène, elle n’est pas pour autant simplement une droite qui surenchérit sur les valeurs de la droite classique.

Pendant plus d’un demi-siècle, cette famille politique, souvent occultée, s’est diversifiée. C’est un ensemble indéterminé : catholiques intégristes et païens, régionalistes et partisans d’un État fort, nombreuses sont les divisions idéologiques qui peuvent séparer ses membres.

L’auteur scande en trois époques la reconstruction des extrêmes droites : 1944-1968, marquée par l’Algérie, est le ferment de nouvelles organisations ; 1969-1974 voit la reconstruction idéologique et 1974-2008 est l’époque de l’unification et de la montée du FN.

Un ouvrage indispensable pour comprendre les méandres des extrêmes droites françaises.

Jean-Paul Gautier, politologue et historien spécialiste de l’extrême droite est l’auteur de *La Restauration Nationale – Un mouvement royaliste sous la 5^e République* (Syllepse, 2002).

Samuel Schwarzbard, *Mémoires d’un anarchiste juif*, 300 p., 22 euros.

Samuel Schwarzbard (1886-1938) fut toute sa vie un révolutionnaire, un écrivain et un poète. Témoin et acteur des grands cataclysmes du début du 20^e siècle, cet enfant misérable du Yiddishland a dix-neuf ans lors de la révolution de 1905, presque trente quand il s’engage dans l’armée française sans renier son internationalisme, et quelques années de plus lorsqu’il file vers la Russie à l’aube de la révolution des soviets. Anarchiste au sein de la Garde rouge, il combat sans relâche les ennemis de la Révolution. De retour en France, il entre dans l’Histoire en assassinant Simon Petlioura, responsable des massacres qui ont ensanglanté les communautés juives d’Ukraine. Son procès, qui devient celui des pogromes, alerte l’opinion mondiale

Ses écrits, traduits et rassemblés pour la première fois à partir d’archives dispersées à travers le monde, évoquent de façon saisissante, à la manière d’une épopée, la boucherie des tranchées, le souffle qui parcourt l’Ukraine libertaire, les tentatives d’y construire une société nouvelle et le destin d’un homme hors du commun.

« Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux ». Tel est le leitmotiv de ces mémoires recomposées qui parlent au cœur de chaque homme libre.